



Investir dans les populations rurales

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural (PADAER)

Rapport de revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 21 mars au 12 avril 2016

Date du document: 10/05/2016

No. du Projet: 1614

No. du rapport: 4152 - SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Résumé des réalisations du Programme et des recommandations	5
I. Introduction	7
II. Information de base sur le programme	7
III. Résultats	11
Amélioration de l'offre de produits agricoles	11
Valorisation et mise en marché	17
IV. Impacts	23
A. Réalisation de l'Objectif de développement du PADAER	23
B. Réalisation de l'Objectif spécifique 1	24
C. Réalisation de l'Objectif spécifique 2	24
D. Réalisation de l'Objectif spécifique 3	25
V. Performance de l'exécution du projet	26
Qualité de la gestion du Projet	26
Ciblage et lutte contre la pauvreté	26
Parité hommes-femmes et inclusion des jeunes	28
Suivi et évaluation	29
Innovations opérationnelles, techniques et commerciales	30
VI. Durabilité, mise à échelle et risques	31
Durabilité	31
Mise à Echelle	32
Risques et mitigation	32
VII. Aspects fiduciaires	33
E. Situation d'ensemble	33
F. Gestion fiduciaire et administrative	33
G. Gestion financière et décaissements	35
H. Comptabilité, audit, supervision	39
I. Conclusion	39

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	41
Appendice 2:	Cadre logique au 29/02/16: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	46
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	54
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 31 décembre 2015- PADAER	59
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	65
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	67
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	68

Sigles et acronymes

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale
CEP	Cellule Etudes et Planification
CMS	Crédit Mutuelle du Sénégal
CNAAS	Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal
CRA	Comité Régional d'Approbation
DAPSA	Direction de l'analyse, de la politique et des statistiques agricoles
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DCP	Document de Conception du Programme
DRIARS	Développement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire Récurrente au Sahel
DRDR	Direction régionale de développement rurale
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds international de développement agricole
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de recherche agronomique
MAER	Ministère de l'agriculture et du l'équipement rural
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MPER	Moyenne et Petite Entreprise Rurale
MEPA	Ministère de l'élevage et des productions animales
OM	Opérateur de marché
OP	Organisation des producteurs
P2RS	Programme pour le Renforcement de la Résilience Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PAPA	Programme d'Appui aux Politiques Agricoles
PAPIL	Programme d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PRACAS	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PRAPS	Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PSE	Plan Sénégal Emergeant
PVVIH	Personne vivant avec le VIH
SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falem
SAFIR	Service d'Appui à la Finance Rural
SD	Subvention Dégressive
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SIA	Salon International de l'Agriculture
TF	Table filières
UIMCEC	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit
UCP	Unité de coordination du projet
UP	Unité Pastorale

Résumé des réalisations du Programme et des recommandations

1. Le PADAER est entré en vigueur le 12 octobre 2011 avec un démarrage effectif des activités sur le terrain en 2013 résultant du retard enregistré dans le recrutement du personnel du programme. La date d'achèvement est prévue au 31 décembre 2017 et sa clôture au 30 juin 2018.

2. **Etat d'avancement du Programme.** Le PADAER est actuellement à sa 3^e année de mise en œuvre. L'exécution financière globale du Programme est 58,29%. Le PADAER avance bien dans l'atteinte des objectifs quantitatifs prévus à la conception. Les résultats les plus significatifs relatifs aux sous-composants concernent : (i) l'augmentation significative des rendements agricoles notamment 73% (maïs) et 37% (riz) en moyenne dans trois régions : Kédougou, Tambacounda et Kolda; (ii) la mise en valeur de 2400 ha de riz et 44,5 ha d'horticulture sur les 2275 ha prévus dans le DCP, soit 107,5%; (iii) la création de 168 emplois sur 200 prévus, dont 56% pour les femmes.

3. Environ 162 MPER dont 60% de femmes adultes, et 23% de jeunes des deux sexes ont été renforcés. 27 937¹ ménages bénéficiaires directs ont été atteints, soit 55,8% du nombre ciblé lors de la conception du Programme (50 000). Ce chiffre se décompose en 26 805 ménages bénéficiaires de sous projets (céréales et niébé), 351 ménages bénéficiaires des subventions destinées aux MPER et 781 bénéficiaires des sous projets maraichers. Au total, environ 279 370 personnes ont bénéficié des services du programme (58% femmes et 42% hommes). A travers les OP, 63 711 bénéficiaires ont été sensibilisés dont 54% de femmes et 29% de jeunes ; soit 62% de l'objectif du programme. L'ensemble des bénéficiaires dont les ménages les plus pauvres ont un accès équitable aux ressources et aux bénéfices du PADAER.

4. Les réalisations du programme contribuent sans doute à une amélioration significative de la sécurité alimentaire à travers une augmentation importante des rendements et de la production de céréales. Les effets positifs des infrastructures (aménagements hydro-agricoles et des infrastructures pastorales) permettent l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers le désenclavement des villages et l'accès à l'eau du bétail. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas encore d'estimer l'impact sur l'augmentation des revenus des ménages ruraux et la durabilité des emplois créés. Une enquête de référence a été organisée en 2014 et une enquête finale sur les impacts du Programme sera organisée en 2017.

5. Le PADAER a contribué à l'atteinte des objectifs du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) du Ministère de l'Agriculture et l'Entreprenariat Rural (MAER) par la production de 21 600² tonnes de riz. Les ouvrages hydro agricoles ont permis de sortir environ 460 villages et hameaux de l'isolement dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Ainsi, les producteurs ont un accès plus facile à leurs parcelles, les élèves accèdent sans grande difficulté à leurs établissements scolaires et les populations accèdent plus facilement aux postes de santé et aux marchés. Les 09 antennes³ réalisées par le PADAER ont considérablement réduit les distances parcourues par les éleveurs pour abreuver leur bétail et les parcs de vaccinations mixtes (gros et petit bétail) mis en place ont significativement amélioré la santé animale et ont contribué à l'amélioration des statistiques animales.

6. **Retard.** L'entrée en vigueur du PADAER le 12 octobre 2011 a coïncidé à une situation politique particulière avec tout d'abord un changement à la tête du Ministère de l'Agriculture au cours du même mois. L'année 2012 a été ensuite une année d'élections présidentielles et législatives qui ont conduit à la deuxième alternance démocratique dans le pays. Ceci a contribué au grand retard constaté dans le recrutement du personnel. La mise en œuvre du PADAER n'a pu être effective qu'au mois de juin 2013 avec 20 mois de retard. L'année 2013 a été mise à profit pour établir les bases d'une bonne installation de l'équipe par l'acquisition des moyens logistiques et matériels, des procédures méthodologiques et de la réalisation de certaines études de référence. L'année 2014 a été donc celle du déroulement des actions concrètes à travers un programme d'ancrage dont l'objectif est de réaliser des travaux d'aménagements ainsi que les études pour le renforcement des Unités Pastorales (UP) existantes.

7. Le programme a effectivement contribué à la sécurité alimentaire et à la capitalisation des ménages ; ce qui montre la pertinence de ses interventions. Il répond également aux besoins des

¹ Au 31 décembre 2015.

² 2 370,41 tonnes en 2014/2015 et 19 229,6 tonnes en 2015/2016

³ Les abreuvoirs réalisés dans des villages satellites au moyen d'une adduction d'eau à partir d'un forage.

groupes pauvres et vulnérables qui constituent ses principaux bénéficiaires. Son approche cadre bien avec les moyens d'existence de ces groupes et les capacités de gestion des organisations des producteurs (OP).

8. **Innovations.** Le PADAER a généré un certain nombre d'innovations et de bonnes pratiques, dont certaines ont été testées et validées et d'autres sont en cours de consolidation. Parmi celles-ci, on peut citer notamment: i) la réalisation des parcs à vaccination (modèle mixte, tube galvanisés et existence de quai d'embarquement) et des abreuvoirs (design et capacité d'accueil) dans le cadre du renforcement d'UP existantes ; ii) le modèle de dispositif maraîcher adopté dans le périmètre de Laminya, en particulier le système de distribution d'eau mécanisé et l'itinéraire technique avec l'utilisation d'intrants agricoles; iii) l'introduction et la diffusion du riz de plateau à Kédougou et dans le département de Medina Yoro Fouta à Kolda ; iv) la fonction de désenclavement des villages environnants par les ouvrages structurants hydroagricoles, par exemple à travers la réalisation des digues-routes.

9. Le programme tel que défini lors de sa conception est toujours pertinent ; les cibles ainsi que les domaines d'intervention restent d'actualité, même si quelques changements/ réorientations ont dû être apportés pour une meilleure mise en œuvre des activités sur le terrain. Ces changements ont concerné essentiellement : i) l'alignement des objectifs du PADAER à ceux du PRACAS, notamment en ce qui concerne la contribution à la sécurité alimentaire en riz ; ii) l'introduction de la subvention dégressive (SD) sur trois ans (de 90% en première année, puis 70% en deuxième année et enfin 50% en troisième et dernière année de subvention) et d'une subvention unique de 90% pour l'acquisition du petit matériel agricole ; iii) la décision d'accompagner les OP de base et les faïtières alors que le document de conception du programme prévoyait d'appuyer seulement les faïtières (mission d'appui FIDA janvier/février 2014).

10. Les résultats obtenus à ce jour montrent que les effets de ces changements sur les performances du programme sont globalement bénéfiques et ont contribué fortement à l'amélioration de la situation alimentaire des ménages dans la zone du programme. Cependant, à ce jour, ces effets sont beaucoup plus importants sur le maillon production des différentes filières que sur les autres.

11. **Gestion fiduciaire et décaissements.** La prise en charge des opérations fondamentales de gestion du PADAER s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes et performantes. Les taux de décaissement réels relevés sont de 54,34% pour le prêt FIDA, 63,19% pour le prêt du Fonds Fiduciaire Espagnol ; la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes et la contribution des bénéficiaires, sont respectivement de 60,8% et de 84,1%.

12. **Recommandation globale.** La mission de revue à mi-parcours confirme globalement l'approche de développement ayant produit des résultats significatifs en matières d'amélioration des rendements, d'augmentation de la production (riz et maïs en particulier) et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Cependant, avec l'atteinte de bons résultats en matière de production agricole, les aspects post-récoltes (stockage et commercialisation) initiés méritent d'être plus renforcés dans le futur d'ici la date d'achèvement du programme afin d'améliorer la mise en marché et ainsi la bonne valorisation de la production agricole.

I. Introduction⁴

13. Une mission conjointe du FIDA et du Gouvernement sénégalais a séjourné au Sénégal du 21 mars au 12 avril 2016 pour la revue à mi-parcours du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER). L'objectif principal de la revue était d'évaluer la performance globale du programme et ses effets sur les groupes cibles. Elle devait aussi apprécier l'état de réalisation de l'objectif de développement et évaluer les résultats déjà atteints par rapport à ceux fixés dans le document de conception du programme (DCP). La mission devait ainsi examiner l'adéquation entre les objectifs et les résultats tant physiques que financiers obtenus durant les trois années de mise en œuvre effective du programme. Elle devait réexaminer aussi le bien-fondé, la pertinence du programme ainsi que son approche de mise en œuvre. Enfin, la revue devait identifier les principaux facteurs qui facilitent ou entravent la mise en œuvre, l'atteinte des résultats attendus et leur pérennisation afin de guider la Coordination du programme à mieux atteindre les objectifs escomptés.

14. A Dakar, la mission a eu une réunion de briefing avec le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Représentant de l'Emprunteur, au cours de laquelle les principaux objectifs de la mission ont été reprécisés. Après cette réunion, elle s'est entretenue avec les principaux Ministères technique du Programme, notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du programme) et le Ministère de l'élevage et des productions animales.

15. La mission a visité les régions de Tambacounda, Kolda, Matam et Kédougou où elle a rencontré les autorités politiques, administratives et locales (Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets et Maires), les partenaires stratégiques (ANCAR, SAED, Bamtare), les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRDR, SREL), et le Programme d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL/P2RS). Elle a également rencontré et discuté avec les producteurs (agriculteurs, éleveurs, MPER) et leurs organisations, le secteur privé ainsi que les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'UCP et les antennes du Programme pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme.

16. Après la visite de terrain, une réunion présidée par le Gouverneur de Tambacounda s'est tenue à Tambacounda le 12 avril 2016 pour présenter et discuter les principales conclusions et recommandations préliminaires de la mission aux autorités et partenaires locaux. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 11 mai 2016 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP). Elle était présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF).

17. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment celles du MAER, du MEPA, du MEFP, les Autorités politiques, administratives locales, à l'équipe du programme, la presse, les structures et services impliqués dans la mise en œuvre du Programme ainsi que les productrices et producteurs des régions de Tambacounda, Kolda, Kédougou et Matam pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la revue à mi-parcours.

II. Information de base sur le programme

18. Le PADAER, approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en septembre 2011, est entré en vigueur le 12 octobre 2011. Le démarrage effectif des activités sur le terrain a eu lieu en 2013. La date d'achèvement est prévue au 31 décembre 2017 et sa clôture au 30 juin 2018. D'une durée de six ans, le coût total du PADAER est de 22,40 milliards de FCFA (soit environ 45,72 millions de dollars E.U). Le Programme est cofinancé par un prêt FIDA d'un montant de 32,33 millions de dollars E.U et un prêt du Fonds Fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (FFE) d'un montant de 7 millions d'Euro (environ 10, 1 millions de dollars E.U). La contribution du gouvernement est d'un montant total de 2.68 millions de dollars E.U sous forme des droits, impôts et taxes. La contribution des bénéficiaires est d'un montant d'environ 0,62 millions de dollars E.U.

⁴ La mission était composée de : Luyaku Loko Nsimpati, Représentant du FIDA au Sénégal et Chargé de Portefeuille, WCA, Chef de Mission ; Ann Wessling, Consultant, WCA, Partenariats ; Moulaye Idrissa Tera, Consultant Expert Finances, Aspects Fiduciaires ; Léopold Sarr, Consultant, WCA, Organisations Professionnelles Agricoles ; Dounamba Konaré, CPA, Bureau FIDA de Dakar, Suivi & Evaluation ; Bouka Richard, CPO FIDA/Congo, Production Agricole ; Magatte Wade, Consultant, WCA, Infrastructures ; Ibrahima Diakhoumpa, Consultant, WCA, Finance et Chaînes de valeurs ; Lucia Di Troia, JPO FIDA/Sénégal, Suivi & Évaluation, Innovations et Gestion de Savoirs. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Khady Dramé, Représentante de la DAPSA/MAER, Oumar Seck, Conseiller technique du MAER ; Bachir Coly et Dame Sow, Représentants de la DIREL/MEPA ; Ahmadou Sarr et Magatte Ndiaye Diop, Représentant la DCEF/ MEFP, Malamine Sadio ? DP/MEFP, Ibrahima Diouf de la DDI/MEFP et de Mamadou Gueye, DRDR Kédougou et Président du comité de pilotage du PADAER. L'équipe de projet a activement participé à la mission.

19. L'objectif général du PADAER est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda. L'objectif spécifique est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers l'amélioration de l'accès des petits producteurs et de leurs organisations à des services, technologies et infrastructures de production efficaces.

20. Les résultats de développement attendus de PADAER sont :

- **Résultat 1** : Des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles ;
- **Résultat 2** : L'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production ;
- **Résultat 3** : L'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production.

21. Le PADAER vise la transformation progressive des exploitations agricoles familiales et des organisations de producteurs, d'une situation de production de subsistance, vers une agriculture rentable où le marché détermine les stratégies d'investissement et de production. Un des changements fondamentaux attendu est l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des OP capables de se procurer de façon autonome les facteurs de production en faveur de leurs membres à des coûts abordables par ces derniers, de produire et de livrer aux opérateurs de marché les quantités des produits de qualité répondant aux exigences du marché à des prix négociés.

22. Le PADAER est structuré autour de trois composantes : i) Amélioration de l'offre de produits agricoles en augmentant la quantité et en améliorant la qualité des produits agricoles par la réalisation d'infrastructures rurales, la facilitation de l'accès aux facteurs de production comprenant les intrants agricoles (semences certifiées, engrais, pesticides), le matériel et équipement agricole pour le travail et l'entretien du sol, la récolte et le conseil technique agricole de proximité (USD 19,9 million, soit 49% des coûts); ii) Valorisation et mise en marché en facilitant l'accès aux équipements post-récoltes (stockage, transformation, conservation et conditionnement) visant à augmenter la part des productions des petits exploitants commercialisée sur les marchés locaux et régionaux à des prix rémunérateurs et de renforcer les capacités des acteurs (USD 14,2 million, soit 36% des coûts); iii) Coordination, suivi-évaluation, gestion des savoirs et genre (USD 6,3 million ; soit 15% du budget).

23. En février 2014, le Gouvernement du Sénégal mettait en place le Plan Sénégal Emergent, le PSE. Il est l'instrument de politique vers l'émergence établi à partir du diagnostic économique et social ainsi que des changements de l'environnement international. Le PSE est adossé à une vision à long terme projeté dans un horizon de 20 ans qui guide les choix stratégiques à court et moyen termes. Au plan agricole, l'instrument d'opérationnalisation du PSE est constitué par le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).

III. Ajustements et changements intervenus au cours de la mise en œuvre du programme

Rappel du contenu

24. Les axes d'intervention du PADAER identifiés lors de la formulation du programme de 2010 étaient déterminés sur la base du cadre stratégique du développement rural au Sénégal de l'époque qui était défini à travers différents documents : (i) Document de Politique Economique et Sociale (DPES), (ii) Stratégie de la Croissance Accélérée (SCA) ; (iii) Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) ; (iv) Cadre Stratégique Décennal (CSD) du Ministère de l'Agriculture ; (v) Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) ; et (vi) Programme National de Développement de l'Elevage (PNDE). L'accent du programme était mis sur l'intensification et la diversification des productions végétales et animales, la mobilisation de l'eau, la création d'un environnement incitatif pour le secteur privé, ainsi que l'amélioration des conditions de mise en marché. Tout ceci devrait, entre autres, se faire par la mise à l'échelle d'expériences pertinentes réussies durant les années précédentes par les projets financés par le FIDA, achevés ou en cours d'exécution, dont PSAOP 2, PROMER 2, PRODAM 2, et PAFA, et aussi des projets financés par d'autres partenaires, particulièrement le Projet d'Appui à Petite Irrigation Locale (PAPIL) supporté par la BAD. Ainsi, en partenariat avec les autres projets supportés par le FIDA et avec ceux appuyés par d'autres donateurs et le gouvernement du Sénégal, le PADAER se proposait de procéder à la consolidation et à la mise à échelle de ces acquis.

25. Dans la région de Matam, en tenant compte de la complémentarité des interventions du PRODAM 3, sur financement BOAD, dans le domaine de la mobilisation de l'eau pour l'irrigation, l'intervention du PADAER prévue dans le DCP était limitée à la reprise de planage sur un certain nombre de Périmètres Intensifs Villageois (PIV) qui présentaient des insuffisances dans la maîtrise de l'eau. En matière de la diversification des productions (agricoles et végétales), le Programme devait développer des périmètres polycoles, réhabiliter les unités pastorales (UP) existantes et en créer 10 nouvelles.

26. Dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda, bon nombre des projets qui opéraient dans ces régions étaient presque au terme de leur mise en œuvre. Il s'agit, entre autres, du PAPIL, du Projet d'Appui à Développement Rural du Bassin de l'Anambé (PADERBA) et du Programme National de Développement Local (PNDL). Les interventions de ces projets étaient focalisées sur la réalisation d'infrastructures rurales, notamment des aménagements hydro – agricoles, des pistes et des magasins de stockages. En prenant en compte les réalisations de ces projets et de leur niveau de maturité, le PADAER devait d'une part, compléter les activités de ces projets assurant une bonne valorisation des réalisations déjà faites et d'autre part, mettre à l'échelle, dans la mesure du possible, sur d'autres sites de ces régions, les acquis en matière de maîtrise de l'eau et de désenclavement. A cet effet, le PADAER devait réaliser des aménagements parcellaires en aval des ouvrages transversaux réalisés dans les bas-fonds, pour leur mise en valeur effective. Par ailleurs, en dépit des réalisations de ces projets, la demande en matière de maîtrise de l'eau par la réalisation d'ouvrages dans les bas-fonds était loin d'être satisfaite. Ainsi, le PADAER devait réaliser 1100 ha d'aménagement parcellaire complémentaire dans les trois régions pour répondre à cette demande liée au contexte de fins de projets qui avaient réaliser des ouvrages. La mise à l'échelle des succès dans les aménagements de bas – fonds, l'existence de terres propices à la culture du riz dans les régions sud, étaient les raisons pour augmenter de manière significative les productions rizicoles dans ces régions qui présentent une grande insécurité vis-à-vis des cultures céréalières. Ainsi, en plus des aménagements parcellaires, le PADAER devait aménager 455 ha de bas-fonds et plaines rizicoles.

27. Pour assurer une productivité durable des terres aménagées, le PADAER devait mener des actions de protection contre l'ensablement et l'envasement des rizières, conséquence de l'érosion des terres hautes d'où part le ruissellement. Ainsi, le PADAER devait exécuter des travaux de Conservation des Eaux et des sols et de défense et restauration des sols (CES/DRS) sur une superficie estimée à 6000 ha.

Production agricole, sécurité alimentaire et nutritionnelle

28. La sécurité alimentaire et nutritionnelle, la lutte contre la pauvreté rurale et l'agriculture durable constituent des défis pressants au Sénégal. Ces trois problématiques complexes et interconnectées sont aujourd'hui affectées par les changements climatiques. En février 2014, tout juste au démarrage effectif du PADAER qui a accusé 20 mois de retard, le Gouvernement du Sénégal mettait en place le Plan Sénégal Emergent (PSE) comme l'instrument de politique vers l'émergence établi à partir du diagnostic économique et social ainsi que des changements de l'environnement international. Le PSE est adossé sur une vision à long terme projetée dans un horizon de 20 ans qui guide les choix stratégiques à court et moyen termes. Au plan agricole, l'instrument d'opérationnalisation du PSE est constitué par le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) mis en place par le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER).

29. Un des objectifs du PRACAS est l'atteinte de l'autosuffisance en riz en 2017 avec la production de 1 600 000 tonnes de paddy. L'atteinte de cet objectif était assigné aux différents programmes et projets du gouvernement du Sénégal ayant pour objectifs la production rizicole, et PADAER est l'un des programmes le plus important du gouvernement du Sénégal pour la production du riz pluvial (riziculture des bas-fonds et plateaux) qui doit contribuer pour 40% et le reste (60%) pour la riziculture irriguée. Face à cette nouvelle stratégie nationale de développement agricole, en concertation avec ses partenaires stratégiques de mise en œuvre notamment la SAED et la DRDR dans la région de Matam, et en conformité avec la réalisation des activités et des objectifs qui lui ont été assignés dans le DCP, le PADAER a revu ses objectifs de production rizicole à la hausse pour répondre à la demande croissante en riz de la nouvelle stratégie du gouvernement. A cet effet, les objectifs de reprise de planage d'anciens périmètres irrigués sont passés de 200 ha prévus dans le DCP à 528 ha.

30. Les activités du PAPIL qui devaient s'achever au démarrage du PADAER se sont poursuivies à la suite de la prorogation du PAPIL. A cet effet, les objectifs d'intervention du PADAER prévus en matière d'aménagements parcellaires complémentaires au PAPIL ont dû être changés au profit de nouveaux sites sur lesquels des nouveaux ouvrages devraient être créés. Des nouveaux sites d'aménagements de bas-fonds rizicoles devraient être identifiés pour d'une part, compenser les superficies prévues dans les aménagements parcellaires complémentaires, et d'autre part, prendre en compte l'énorme demande en matière d'infrastructures hydro- agricoles dans les trois régions du sud. Ces nouveaux aménagements seraient nécessairement accompagnés par une augmentation subséquente des superficies devant faire l'objet de travaux de CES/DRS.

Accès intrants agricoles

31. Dans le domaine d'accès aux facteurs de production, en particulier les intrants (semences certifiées et engrais), il était prévu la production des semences par les organisations de producteurs travaillant dans les zones et les bas-fonds appuyés par le programme. Ceci supposait que les OP étaient structurées et avaient la capacité de mener cette activité. Le diagnostic organisationnel et institutionnel des OP réalisé au démarrage du programme a malheureusement montré que la majorité des OP de la région d'intervention du programme (Kolda, Tambacounda et Kédougou) avaient des capacités très faibles, contrairement à celles du bassin arachidier (Kaolack, Fatick, Kaffrine, Diourbel) qui ont bénéficié de beaucoup d'interventions dans le passé. A cet effet, il s'est avéré rapidement qu'il n'était pas possible et approprié de confier immédiatement la production des semences à ces OP des niveaux organisationnel très faibles. A la lumière des résultats positifs obtenus par le PAFA dans l'amélioration de l'accès des petits producteurs aux intrants agricoles à travers le mécanisme de subvention dégressive sur trois années et sur la base de la recommandation de la première mission de supervision/appui au démarrage du programme, le PADAER a mis en place le mécanisme d'accès aux intrants pour les petits producteurs similaire à celui du PAFA, mais prenant en compte les réalités du contexte du terrain en ce qui concerne les taux de subvention pour les trois premières années. Ce changement de stratégie d'intervention en matière d'accès aux intrants a produit des résultats significatifs dans le domaine de production et d'amélioration de la productivité, en particulier pour le maïs et le riz. Cependant, ce changement a induit une augmentation des coûts.

Périmètres de diversification

32. En matière de diversification, les modifications opérées, trouvent leur justification au plan technique et de préférence locale. En effet, les résultats de l'étude participative avec l'implication forte des populations qui vivent autour de ces sites réalisée par le programme ont montré que la plupart des sites de PISO qui devaient faire des interventions, ne sont plus destinés à un usage agricole collectif au profit des populations locales. Certains sites sont devenus des sites aurifères, tandis que d'autres étaient affectés à des exploitants privés qui les ont transformés en bananeraies ou à d'autres usages. Dans la région de Matam, la qualité des eaux des nappes qui devraient être utilisées pour l'irrigation n'est pas compatible avec le système d'irrigation envisagé. A cet effet, les équipements d'irrigations proposés dans cette zone ont été modifiés par rapport à ceux initialement prévus dans le DCP. Ce changement devrait avoir des incidences financières.

33. Dans la région de Kolda, compte d'une demande très forte de groupements de femmes en maraîchage pour diversifier la source de leurs revenus et améliorer leur résilience, sur la base des recommandations des missions de supervision, le PADAER appuie, la création de périmètres maraîchers au profit des groupements de femmes et des associations de jeunes. Des forages profonds équipés de pompage à énergie solaire seront utilisés. Ce qui contribuera à l'atteinte des objectifs du programme dans le domaine du ciblage et de l'inclusion sociale.

Infrastructure marchandes

34. L'augmentation des volumes de production induit la nécessité de disposer de magasins de stockage de volume plus important (de 60 tonnes à 120 tonnes) en se basant sur l'expérience de PAFA en la matière. De plus, la démarche participative du PADAER a permis de mieux prendre en compte les préoccupations des producteurs dans la réalisation des infrastructures en termes de fonctionnalité et d'utilisation avec la prise en charge du fonctionnement par les bénéficiaires eux-mêmes dont les capacités seront renforcées. Le modèle des magasins de stockage qui est retenu pour l'ensemble des régions, en plus des fonctions d'entreposage, seront équipés d'une adduction d'eau, des toilettes (femmes et hommes), des bureaux de travail pour l'OP en charge de la gestion ainsi que d'un espace de triage. La réalisation des magasins de stockage est en cours.

35. Pour ce qui concerne les pistes, le partenariat avec le Projet de Pistes Communautaires a produit de bons résultats. Il a permis de réaliser, dans la région de Kolda, 73 Km de piste, représentant 97% des prévisions globales en la matière. Ainsi, à la lumière de la bonne réussite de ce partenariat, contrairement à ce qui avait prévu dans le DCP, le PADAER poursuivra dans d'autres régions ce type de partenariat pour la réalisation des pistes. D'ailleurs, des études ont été déjà menées pour un linéaire total de 86 km.

Infrastructures pastorales

36. En matière d'infrastructures pastorales, des modifications ont été apportées sur le design de ces infrastructures pour prendre en compte les préoccupations, les besoins et les réalités des populations des pasteurs et éleveurs. En effet, pour éviter que les animaux arrivent au forage pour s'abreuvoir, le PADAER a appuyé la construction des antennes pour canaliser l'eau sur une distance allant de 5 à 12 km pour permettre aux animaux de s'abreuvoir non loin des villages. Des bornes fontaines sont également placées au bout des antennes pour l'alimentation en eau humaine. Ce changement, bien adapté et approprié, s'est traduit par une augmentation des coûts de réalisation de chacun des types d'infrastructures.

37. En résumé, les changements et modifications apportés au cours de la mise en œuvre du programme n'ont pas changé les objectifs du programme, mais étaient appropriés et nécessaires pour l'atteinte des résultats durables. Ces changements sont également en parfaite harmonie et en cohérence avec les priorités du Sénégal en matière de développement agricole. Mais, pour permettre au PADAER de continuer ses interventions jusqu'à sa date d'achèvement, prévue pour le 31 décembre 2017, un financement additionnel est requis pour financer la campagne agricole 2017-2018 surtout en ce qui concerne les intrants agricoles, les infrastructures pastorales et les aménagements agricoles.

IV. Résultats

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

38. La mise en œuvre de la composante se fait à travers quatre sous-composantes ayant pour la finalité la prise en charge de l'accroissement quantitatif et qualitatif des productions agricoles dans les filières éligibles. Elle se fonde sur (i) la maîtrise de l'eau et la valorisation des terres de production, et (ii) le renforcement des capacités en matériel, par la facilitation d'accès aux facteurs de production, et immatériel par l'appui-conseil aux producteurs et à leurs organisations.

Sous-composante 1.: Infrastructures hydro-agricoles

39. Pour améliorer de façon durable la sécurité alimentaire, le programme devrait réaliser des ouvrages et infrastructures hydro-agricoles dans les régions d'interventions. Dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou les réalisations devraient porter sur l'aménagement ou la réhabilitation de bas-fonds ou de plaines rizicoles. Dans la région de Matam disposant d'un potentiel en riziculture irrigué avec maîtrise totale de l'eau, il s'agit d'améliorer les aménagements terminaux à l'intérieur des PIV. Ainsi, 1 555 ha de bas-fonds ou plaines rizicoles et 200 ha de PIV de Matam devaient être aménagés ou repris en planage respectivement pour leur mise en valeur.

40. Dans les régions de Kolda, Tambacounda et Kédougou, la mise en œuvre des aménagements devrait être complétée par des actions de protection des terres hautes pour freiner le ruissellement des eaux qui cause l'ensablement des bas-fonds et des plaines rizicoles. Ces travaux de protection constituaient une garantie de durabilité pour les ouvrages et infrastructures à réaliser sur les terres de plateaux sur 6000 ha.

41. **Résultat 1 - Des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources en eau et terre disponibles.** Pour les infrastructures hydro-agricoles et pastorales, le programme a aménagé et appuyé la mise en valeur de 2400 ha de riz et 44,5 ha d'horticulture sur 2 275 ha prévu dans le DCP, soit 107,5%. Si l'on considère les réalisations en matière de bas-fonds et plaines rizicoles, le taux d'exécution à ce jour est de 115,4%. Dans la région de Matam, le programme a repris le planage de 728 ha soit un taux d'exécution de 364% des objectifs d'intervention prévus de 200 ha dans le DCP sur les Périmètres d'Intensification Villageois (PIV).

42. Les travaux de CES/DRS ont porté sur une superficie de 2458 ha, soit un taux de réalisation de 41% comparé à l'objectif du DCP de 6000 ha.

43. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Supprimer le volet PISO ainsi que les Aménagements parcellaires complémentaires (APC) et envisager la création de nouveaux aménagements de bas-fonds et plaines rizicoles dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou afin de répondre aux attentes en matière de production rizicoles (325 ha)	FIDA/ GOUVERNEMENT/ UCP	Mai 2016
Identifier d'autres sites de périmètres maraichers pour permettre aux femmes et aux jeunes de disposer de sources de revenus en saison sèche (régions de Kolda, Tambacounda Kédougou et Matam)	UCP	Immédiat
Remplacer le système d'irrigation au goutte à goutte pour les périmètres polycoles de la région de Matam par des systèmes par bassin ou de type californien (là où l'eau est chargée en fer) pour 60 ha.	UCP/	Immédiat

Sous-composante 1.2: Infrastructures pastorales

44. Dans la partie Diéri de la région de Matam, l'élevage est la principale activité des populations. Les interventions du programme pour améliorer la sécurité alimentaire concernent la réalisation d'infrastructures pastorales. Elles devraient porter sur le renforcement d'unités pastorales (UP) existantes et la création de 10 nouvelles UP. Les objectifs spécifiques ont été les suivants: (i) le renforcement d'UP par la mise en place d'infrastructures complémentaires, abreuvoirs (20), parcs à vaccination (20), magasins de stockage d'aliments de bétail (20), puits pastoraux (10), châteaux d'eau (5) et pare-feux (20 km) ; (ii) la création de nouvelles UP (10) dotées chacune d'un forage, d'un château d'eau, d'un parc à vaccination, d'un abreuvoir, d'un magasin d'aliment de bétail.

45. Des résultats significatifs ont été atteints dans le renforcement des UP avec l'achèvement de 12 parcs à vaccination, de 12 abreuvoirs, et de deux châteaux d'eau. Deux autres châteaux d'eau sont presque achevés (90%) et huit magasins d'aliment de bétail sont en cours de réalisation. Neuf de ces abreuvoirs correspondent à des antennes dotées de bornes fontaines. A la différence des prévisions du DCP, ces abreuvoirs ne sont pas construits là où se trouvent les forages, mais sont placés à endroits plus accessibles par les animaux les évitant de longues distances à la recherche de l'eau. Les bonnes fontaines répondent à des besoins importants en eau de boisson qui, autrefois, parcouraient de très longues distances (alors de 2 à 3 heures de marche) pour la recherche de l'eau. Donc, compte tenu des coûts unitaires de réalisation plus élevés que ceux prévus dans le DCP et pour une bonne prise en compte des exigences de durabilité, le nombre des infrastructures pastorales destinées au renforcement des UP existantes prévu dans le DCP a été revu à la baisse : châteaux d'eau (de 5 à 4), abreuvoirs (de 20 à 12), parcs à vaccination (de 20 à 12), magasins d'aliment de bétail (de 20 à 8). Cependant, au regard de besoins importants de ces infrastructures dans le Diéri, celles-ci seront complétées dans le cadre d'un financement additionnel.

46. En ce qui concerne la réalisation de nouvelles UP, le processus a été déclenché et d'importants progrès sont enregistrés : l'identification des bénéficiaires est achevée et les entreprises ont été sélectionnées pour la réalisation des travaux de 10 abreuvoirs/antennes, 10 parcs à vaccination et 10 magasins de stockage d'aliments de bétail. Cinq châteaux et cinq forages sur les 10 prévus seront aussi réalisés. L'achèvement de ces travaux est prévu pour le 30 Novembre 2016.

47. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre le protocole avec les services des Eaux et Forêts pour les actions de mis en défens et l'ouverture de pare feux	UCP/Partenaire stratégique	Immédiat
Doter le PADAER de ressources additionnelles pour réaliser toutes les infrastructures pastorales prévues dans les anciennes et nouvelles UP	FIDA/ GOUVERNEMENT/ UCP	Immédiat

Sous-composant 1.3: Accès aux facteurs de production

48. **Résultat 2 - L'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production.** Dans la zone d'intervention du programme, l'accès des petits producteurs aux facteurs de production (intrants agricoles de qualité, matériel et équipement) était un défi majeur pour la majorité d'eux à cause des difficultés d'accès au financement. De ce fait, le PADAER, en s'inspirant de l'expérience du PAFA, a mis en place un mécanisme de co-financement dégressif/ Subvention Dégressive (SD) des facteurs de production sur trois ans et en phase avec les capacités financières des petits producteurs de la zone cible du programme. Les proportions sont de 90%, 70% et 50% respectivement pour la première, deuxième et troisième année et une subvention unique de 90% pour les équipements agricoles. Comme modalité de financement durable de la campagne agricole, le PADAER oriente les OP partenaires vers l'épargne/intrant, le financement par les acteurs de la filière et à travers les institutions financières. Cependant, pour faciliter la mobilisation des apports, le PADAER met en relation les OP partenaires avec les Système Financier Décentralisé (SFD). L'utilisation de la SD, en collaboration avec les partenaires stratégiques (ANCAR, BAMTAARE), et l'appui fourni aux organisations de producteurs (OP), a permis à celles-ci, de mettre à la disposition de leurs membres, les semences certifiées, les engrais, les pesticides et le matériel agricole. Grâce à ce mécanisme, les producteurs ont pu accéder à 542,2 T de semences certifiées toutes cultures confondues, dont 365,6 T de semences certifiées du riz et 123,5 T des semences certifiées du maïs, 4 856,1 T d'engrais (urée plus NPK), 22 215 litres d'herbicides et 8 803 unités de petits équipements agricoles. En matière d'équipement, les petits producteurs ont pu accéder à 2 166,8 ha de services de labour ou travail du sol destiné au riz pluvial. Pour garantir la disponibilité des semences de qualité à proximité des zones de production, le PADAER appuie les OP en rapport avec les Directions Régionales de Développement Rural (DRDR), la SEDAB et le BAMTAARE dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda dans la production des semences du riz de plateau et de bas fond. Pour la campagne 2015/2016, 574,1 T de semences de qualité de niveau R1 et R2 ont été produites. Il est attendu que dans deux années, la totalité des semences de riz utilisées seront produites dans la zone du programme et une bonne quantité par les OP appuyées par le programme. Ce qui réduira la dépendance des OP en semences de qualité importées.

49. La mise en œuvre de la SD a permis d'atteindre à mi-parcours 614 OP, comptant 21 093 ménages soit 84,37% de l'objectif du programme.

50. Sur le plan de la production agricole, la stratégie proposée à la conception du programme, quoique perfectible, s'est avérée techniquement efficace. Elle est basée sur la mise en valeur de deux paquets techniques qui ont permis d'atteindre des résultats d'augmentation durable de la production. Dans la région de Matam, une subvention spécifique est faite aux bénéficiaires de Système de riziculture intensive (SRI) à raison de 10 litres de carburant et 27 000 FCFA/ha. Cet appui est accompagné des actions de structuration professionnelle des filières, notamment:

- Un paquet technique amont basé sur la facilité d'accès aux semences certifiées de qualité, d'intrants dosés, d'équipements, prestations labour et de conseil agricole de proximité. Au 30 avril 2016, le programme a facilité l'accès des OP à 542,2 tonnes de semences certifiées toutes cultures confondues, 4856 tonnes d'engrais (urée+ NPK), 22 215 litres d'herbicides et 8803 unités de petits équipements agricoles.
- Un paquet technique aval, permettant de réduire un premier niveau de pertes post-récolte, avec un accès aux équipements post-récolte, notamment 96 faucheuses mécaniques, 1719 bâches de récupération des graines et 450 116 sacs pour conditionner 22 506 tonnes, soit 106% de la production de céréales destinées à la commercialisation (sur une prévision de 21 115 tonnes représentant 60% de la production), des prestations de battage, d'égrenage, de décorticage et de conseil en technologie.

- Un apprentissage au financement des activités de production au travers de la participation des bénéficiaires de façon dégressive au financement de leurs activités.
- Un appui au développement de l'entreprise et la mise en relation avec les équipementiers et les fournisseurs de service de transformation des produits et des opérateurs de marché.

51. L'accès des OP à ces paquets technologiques a contribué significativement à l'augmentation de la production. Afin de maintenir les acquis de production, les OP restent demandeurs des appuis en équipements pour réduire la pénibilité de travail. Par ailleurs, la collecte et le renseignement des informations restent fastidieux et leur capitalisation est difficile malgré l'existence d'un tableau de bord.

52. **En matière des productions céréalières et des légumineuses**, les prévisions de productivité du programme sont atteintes, à l'exception de la production du riz irrigué sous SRI. La mise en œuvre de ces paquets techniques a permis des augmentations significatives de productivité.

Tableau 1 : Productions céréales et niébé

Spécifications	Avant-PADAER (tonne/ha)	Avec PADAER (tonne/ha)	DCP (avec PADAER (tonne/ha)
Riz pluvial	0,9 – 1,0	2,3 – 4,0	3
Riz irrigué (SRI à Matam)	5,97	6,2	8
Maïs	1 - 2,2	2,6–3,7	
Mil	0,8	1,5	
Niébé	0,6	0,9	
Fonio	0,5	0,7	

53. Ces augmentations ont été facilitées par :

- Une diffusion des semences certifiées de qualité et diversifiées. En effet, grâce à l'appui du Programme, les producteurs ont utilisé des semences certifiées adaptées aux conditions agro-édaphiques. C'est le cas du riz avec les cinq variétés suivantes: Sahel 108, ITA 123, BG 90,2, NERICA 4 et NERICA 6 ;
- un appui aux prestations de labour par utilisation de traction motorisée ou animale;
- un abandon des semis manuels à la volée (pour le riz) pour un semis en ligne, améliorant les densités de semis, et induisant une réduction de plus de 50% de la quantité de semences ;
- une utilisation systématique et bien dosée des engrais et herbicides ;
- une meilleure gestion temporelle des interventions sur le terrain sur les semis et les amendements en dépit de quelques petits retards dans certaines zones d'intervention;
- le respect des itinéraires techniques assez bien maîtrisés, particulièrement sur la quantité des semences et les dosages des intrants (200 Kg/ha de NPK et 150 Kg/ha d'urée) et les écartements entre et sur les lignes ainsi que pour optimiser ces acquis, en plus de l'utilisation des semoirs appropriés par les producteurs ;
- l'amélioration de la récolte de certaines céréales. En ce qui concerne la récolte du riz, le programme a facilité la diffusion de 96 faucheuses motorisées pour réduire la pénibilité de cette opération. Les résultats obtenus sont impressionnants. En effet, alors qu'une récolte manuelle nécessite 15 jour/ha, avec la faucheuse motorisée, les OP n'avaient besoin que de 4 jours/ha. L'utilisation des motofaucheuses s'est résulté en un gain important en temps de travail qui est surtout requis pendant la période de récolte qui exige beaucoup de travail.
- l'amélioration du traitement post-récolte. Le battage du riz reste encore un goulot d'étranglement de la filière riz. Le programme a facilité l'accès des OP à deux batteuses dans la région de Tambacounda. Cependant, la faiblesse de leur capacité globale (4 tonnes/heure), n'a permis de traiter qu'à peine environ 2 à 3% de la production de cette zone. L'appui du programme dans la facilitation de l'accès des OP aux batteuses devra se poursuivre davantage pour mieux répondre aux besoins importants des OP. Pour le maïs,

on note que son déspathage-égrenage est couramment réalisé par des égreneuses motorisées.

54. En résumé, le projet promeut un système de spécialisation des acteurs de la chaîne, qui est donc reparti en quatre niveaux d'actions: i) les fournisseurs des services de prestations à l'OP par un OM ; ii) les fournisseurs spécialisés en intrants, semences et équipements ; iii) les producteurs de base/OP ; et iv) les prestataires de services post-récolte et OM (récolteurs-faucheurs, batteurs et égreneurs).

55. Cette phase d'entame de l'approche marché, liée à une diversification d'acteurs, nécessite un accompagnement à la formalisation des rapports entre acteurs en distinguant bien les rôles et responsabilité de chacun, et aussi l'élaboration de plan d'affaires de chaque maillon de la chaîne.

56. **En matière de la production horticole**, l'appui du PADAER a permis l'aménagement de 16 périmètres de maraîchage d'une superficie de 44,5 ha. Cette activité à haute valeur intéresse surtout les jeunes. Cependant, étant donné l'intensité et la rentabilité de cette activité, le paquet technique incluant l'itinéraire technique en horticulture nécessite un renforcement notamment en favorisant l'utilisation systématique de la matière organique disponible (fumier animal) et le compostage comme un appoint à la fumure organique vue que le processus est assez long. Une attention doit aussi être portée sur le respect des écartements surtout pour les légumes fruits ; par exemple, le quinconce doit être utilisé avec le piment et le gombo car il augmente la densité des cultures et améliore les rendements. En plus, le traitement phytosanitaire adapté s'avère indispensable. Finalement, comme la période de l'hivernage est plus courte que la contre saison, il est important, dès à présent, de prendre en compte les activités maraîchères et d'optimiser leur mise en œuvre par la révision de tous les dispositifs de distribution d'eau et de l'itinéraire technique.

57. **Évolution des Productions des superficies emblavées.** La superficie emblavée s'est fortement accrue pendant la campagne agricole 2015-2016. Elle était de 12 273 ha contre 2 208 ha au cours de la campagne agricole 2014-2015 due en particulier au déficit pluviométrique, soit un accroissement de 455,8%. Au 30 avril 2016, les productions cumulées sont de 40 630 tonnes pour les céréales (riz, maïs, mil et fonio) et 222 tonnes pour les légumineuses (niébé). Cette augmentation est due, entre autres, à l'augmentation des rendements. Entre les deux dernières campagnes, les productions cumulées de riz et du maïs sont passées de 5 682 tonnes⁵ à 35 259 tonnes.

58. Cet accroissement des niveaux de production exige une mécanisation obligatoire des traitements post-récolte. De ce fait, il serait indispensable de réaliser une cartographie régionale (i) du potentiel de production de chaque zone de concentration, (ii) de l'offre de service de première transformation existante dans chaque zone, (iii) de faire une priorisation discriminée des appuis en équipements en fonction de leur capacité de production, (iv) de préciser les options d'utilisation et gestion (directe par des OP ou par prestations des jeunes MPER sur base de contrat exclusif avec les OP) par type d'équipement en module simple ou combiné. Ce dimensionnement, qui accompagne bien le paquet technique en amont, permettrait d'ajuster l'appui à la diffusion de ces équipements et/ou orienter les différents prestataires vers les zones de concentration des productions.

59. **Accès au marché et stockage des produits.** A la dernière campagne, les OP ont autoconsommé 79% de leurs productions et le 21% a été vendue. Les appuis du Programme pour la facilitation de l'accès des OP aux magasins de stockage ont pu déterminer le type de magasins et leurs capacités à construire. Au total les besoins sont de 140 magasins de capacité 120 T équipés en bascule et palettes pour stocker environ 17 000 T (soit 46 à Tambacounda, 30 à Kédougou et 64 à Kolda). Ceux-ci constituent un levier important pour la gestion de cet accroissement des productions.

60. Pour permettre un dimensionnement cohérent basé sur l'existant et lié à la capacité de stockage des magasins, et la mise à disposition des équipements de récolte et post-récolte, il est indispensable de (i) réaliser une cartographie, sur un rayon adéquat de chaque localité, des capacités de productions locales, des infrastructures existantes de premières transformations, des magasins disponibles, (ii) évaluer le déficit, et (ii) proposer un modèle qui absorberait ces productions assorti d'un système de gestion rationnel et cohérent. De ces besoins, compte tenu des ressources actuellement disponibles, l'appui du PADAER à la mise en place des magasins de stockage ne portera que sur 12 magasins de capacité de 120 T.

⁵ Il est bien entendu que la pluviométrie a été très difficile pendant la campagne 2014-2015 que pendant la campagne 2015-2016

61. Cet accroissement des niveaux de production de base exige donc une mécanisation obligatoire des traitements post-récolte, pour laquelle les OP restent demandeurs pour réduire la pénibilité de travail, et qui est résumée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 2 : Besoins globaux en équipements par régions

Région	Superficie (ha)	Besoins globaux en équipements par région				
		Faucheuses motorisées	Batteuses	Décortiqueuses	égreneuses	Magasins de stockage de 200 à 300 tonnes
Tambacounda	1696.8	84	6	6	5	28 à 18
Kédougou	1357	67	3	3	4	18 à 12
Kolda	2754.8	137	8	8	9	38 à 26
Total	5808.6	288 ⁶⁶	17		18	84 et 56

62. Pour permettre un dimensionnement cohérent basé sur l'existant et lié à la capacité de stockage des magasins, et la mise à disposition des équipements de récolte et post-récolte, il est indispensable de (i) réaliser une cartographie, sur un rayon adéquat de chaque localité, des capacités de productions locales, des infrastructures existantes de premières transformations, des magasins disponibles, (ii) évaluer le déficit, et (ii) proposer un modèle qui absorberait ces productions assorti d'un système de gestion rationnel et cohérent. De ces besoins, compte tenu des ressources disponibles, le PADAER ne va construire que 12 magasins de capacité de 120 T. Cette cartographie permettra de déterminer le nombre exact de magasins que le PADAER va construire

63. L'utilisation des partenaires publics et privés a été en grande partie à l'origine des réussites identifiées dans la mise en œuvre du programme. Ces partenaires devront être renforcés en maintenant les champs d'action de chacun et en évitant les conflits d'intérêt et de compétences.

64. A mi-parcours l'accès aux semences améliorées de riz et de maïs est en voie d'être résolu. Il apparaît indispensable d'enclencher la constitution d'une base des données des producteurs semenciers les plus performants dans chaque zone, des partenaires d'appui dans le contrôle et la certification des semences et un catalogue des fournisseurs des semences, des intrants et des équipements agricoles et de première transformation.

65. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Revaloriser la base de données sur les appuis apportés aux OP en complétant par les données économiques (revenus) comparatives sans et avec le programme	RPV et partenaires	Permanent
Faire l'état des lieux des équipements post-récolte diffusés par les anciens projets, y compris les magasins de stockage pour une meilleure détermination des besoins en équipements	UCP/partenaires	Immédiatement
Optimiser les activités d'horticulture en définissant et en formalisant un itinéraire technique spécifique (stabiliser la gestion de l'eau et des intrants) et définir un profil professionnel du maraîcher PADAER	UCP	Immédiatement
Mettre à disposition des OP la base des données des fournisseurs de semences, intrants et équipements ainsi que la localisation des agri-multiplicateurs agréés par la DRDR	UCP	Décembre 2016

⁶⁶ Au 288, il faut défalquer les 96 déjà acquises. Donc ne compléter que 112 faucheuses

Sous-composante 1.4: Appui-conseil

66. Le programme a facilité la mise en place d'un conseil agricole de proximité à travers la constitution dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou d'une équipe de 47 conseillers polyvalents et de 527 relais. Cela a permis la bonne utilisation des intrants et des itinéraires techniques par 38 286 producteurs appuyés par le Programme.

67. Cet appui à la mise en œuvre du conseil agricole a été faite en étroite collaboration avec les partenaires stratégiques (ANCAR, Bamtaaré, SAED et DRDR). Ces partenaires ont déroulé au profit des OP des formations relatives et spécifiques aux besoins des acteurs de chaque maillon de la chaîne de valeur de la filière. La mise en place du conseil agricole de proximité à travers des relais placés au sein des structures des partenaires stratégiques a permis la bonne utilisation des semences certifiées et des engrais, des pesticides et une bonne maîtrise des itinéraires techniques par 38 286 producteurs dont 21 319 femmes, soit 76,6% de l'objectif du programme.

68. Chaque partenaire est responsable pour une zone spécifique évitant ainsi tout chevauchement. Les animateurs des partenaires et les relais des OP assurent le conseil agricole de proximité. Enfin, les DRDR assurent efficacement leur rôle régalien, notamment l'estimation des rendements des cultures, le contrôle et la certification des semences.

69. Le programme de formation devra se poursuivre, mais en améliorant les conditions de communication entre tous les partenaires afin d'optimiser l'efficacité des complémentarités opérationnelles. Le rapport relais/OP qui est de un relais par OP devra être analysé pour déterminer le nombre de relais de l'OP en fonction du nombre de membres et/ou des surfaces emblavées, et de définir l'intéressement qui y serait assorti.

70. Les OP et les producteurs ont été formés par les partenaires stratégiques du programme dans les domaines des techniques culturales, du respect de l'itinéraire technique de l'application des bonnes pratiques de production, de transformation et de post-récolte. Ils ont également été formés les technique de mise en marché. Ces formations et appuis ont produit des résultats significatifs en termes d'augmentation des productions et d'amélioration des capacités des OP dans différents domaines. Mais, ces résultats peuvent être améliorés davantage en introduisant des fiches techniques de campagne (fiche de suivi et de validation de la conduite des itinéraires techniques) au niveau des OP et des producteurs, ce qui facilitera les évaluations avant, pendant et après les formations, par les animateurs de terrain (animateurs des prestataires et relais des OP) de la qualité de ces formations et de l'adoption des bonnes pratiques par les OP et producteurs. De même, les outils de campagne, d'évaluations des missions au niveau des antennes et les modèles de conduite de parcelle d'expérimentation, devraient être mis à la disposition des antennes pour faciliter leur mise en œuvre. Il est aussi encouragé la formalisation, de façon participative, du système de production et du dispositif d'accompagnement planifié et concerté avec des outils de traçabilité pour éviter les déviations des itinéraires techniques.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

71. L'objectif visé dans cette composante est d'augmenter la part des productions des petits exploitants commercialisées sur les marchés locaux et régionaux à des prix rémunérateurs et de renforcer les capacités des acteurs. Les appuis du programme portent sur la construction d'infrastructures marchandes, la transformation locale des productions agricoles et la professionnalisation des acteurs.

Sous-composante 2.1 -Infrastructures marchandes

72. Le programme a envisagé de réaliser un linéaire de 75 Km de piste dans l'ensemble des quatre régions afin d'améliorer l'accessibilité aux sites de production pour le transport des récoltes des zones de production vers les zones de consommation et/ou de commercialisation, l'approvisionnement en intrants et semences des sites aménagés. Le programme envisage également d'appuyer la réalisation de 12 magasins de stockage de 120 tonnes (soit une capacité totale de stockage de 1440 tonnes) afin d'accroître la capacité de stockage des productions et des semences.

73. L'option prise dès le départ de l'utilisation des partenaires stratégiques publics et privés expérimentés et qui connaissent bien le contexte du terrain a été en grande partie à l'origine de l'efficacité de la mise en œuvre du Programme et a permis de rattraper le retard d'environ deux années enregistré au démarrage.

74. **Résultat 3 - L'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production.** Au 30 avril 2016, en ce qui concerne les pistes, le partenariat avec le Programme de Pistes Communautaires a permis de réaliser 73,5 Km dans la région de Kolda, ce qui représente 97% des prévisions globales en la matière. A la lumière de ce succès, d'autres tronçons de pistes ont été étudiés par les opérateurs chargés de la maîtrise d'œuvre de la réalisation des infrastructures pour un linéaire total de 86 km. Les dossiers d'appel d'offre sont disponibles. On note que ces ouvrages d'aménagements de bas-fonds qui sont pour la plus part transversaux, permettent de désenclaver les terres et sites de part et d'autres des vallées, ce qui constitue un important atout en matière de désenclavement. Pour ce qui concerne les magasins de stockage, compte tenu des augmentations des volumes des productions envisagées de la nécessité d'adapter les magasins pour répondre à plusieurs fonctions (bureaux, conditionnement, décorticage, clôture, adduction d'eau, etc.), le programme a opté pour des magasins d'une capacité plus grande que celle prévue dans le DCP. Par conséquent, leur nombre a été revu à la baisse jusqu'à 12 magasin de 120 tonnes (soit une capacité totale de 1440 tonnes) au lieu de 48. Les dossiers d'appel d'offres pour quatre magasins ont été lancés pour leur réalisation dans quelques mois. Ces magasins seront implantés dans les communes de Dialacoto (Tambacounda), Bourouco (Kolda), Dindéfelo (Kédougou) et Boynadji (Matam). Concernant les huit autres magasins, les sites seront déterminés ultérieurement.

75. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Redimensionnement /Redéploiement du linéaire de piste dans les autres régions	UCP/Partenaires	Juin 2016

Sous-composante 2.2 - Appui à la transformation et à l'entrepreneuriat rural

76. Pour la transformation la transformation et l'entrepreneuriat rural, le PADAER promeut des MPER plus structurées de type Petites et Moyennes Entreprises (PME) le long des chaînes de valeur agricoles. Le Programme a accompagné et suivi 162 MPER, soit 81% de l'objectif du Programme, il a facilité la création des liens formels entre les MPER et les OP (transformation/conditionnement des produits alimentaires issus des filières agro forestières retenues, fabrication de matériel et équipements agricoles, ateliers mécaniques pour l'entretien et la réparation des équipements agricoles). Le programme a formé 699 acteurs, membres et/ou propriétaires d'entreprises, sur les techniques de coupe, la transformation des céréales, l'éducation financière, l'art culinaire, l'agriculture bio, la normalisation, l'étiquetage, les bonnes pratiques d'hygiène, la traçabilité, la formalisation et la fabrication des matériels agricoles. Le programme a aussi facilité la participation de 56 MPER aux foires, dont 10 à la Foire internationale alimentaire et des ressources animales (FIARA) de Dakar, six à la techno foire de Kédougou et 40 au SIA de Paris. Cette participation a permis aux OP d'exposer leurs produits agricoles et forestiers, ce qui a permis l'accroissement significatif de la demande de leurs produits. Le programme a appuyé les MPER agro-alimentaires à acquérir 240 000 unités d'emballages, à travers un protocole avec la firme Bio Essence. Cette acquisition a significativement amélioré le packaging/emballage des produits de MPER, qui jusqu'à présent était un handicap sérieux pour les MPER d'accéder au marché. Grâce à cette amélioration de packaging, les MPER ont vu leurs ventes augmentées sensiblement et la demande pour leurs produits est en augmentation.

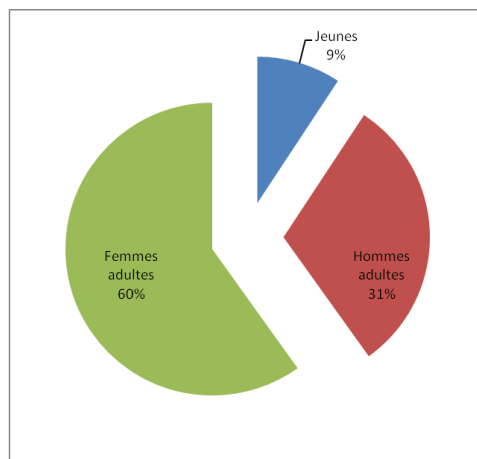
77. Le PADAER a pu insérer des MPER à fort potentiel dans des liens formels avec des OP. Ceci constitue un acquis important dans le processus de professionnalisation des acteurs et plus globalement dans leur performance économique. L'intermédiation du PADAER a directement impacté sur le volume d'activités des MPER particulièrement les entreprises de fabrication de machines agricoles. qui ont vu leur volume de vente et leurs chiffres d'affaire augmenté. La productivité de ces entreprises a augmenté ainsi leurs chiffres d'affaires.

Tableau 3 : Répartition des MPER par région/catégorie d'âge/sexe

Antenne	MPER					
	Nombre	JH	HA	JF	FA	Total
Matam	47	0	17	5	25	47
Kédougou	48	1	6	3	38	48

Kolda	28	0	6	4	18	28
Tamba	39	1	21	1	16	39
TOTAL	162	2	50	13	97	162

Fig 1 : Répartition des MPER par groupe cible



78. Ainsi on voit nettement la forte prédominance des MPER femmes adultes (60% du portefeuille). Par contre les entrepreneurs jeunes hommes ou jeunes femmes sont très faiblement représentés dans le portefeuille (9%).

79. Le tableau ci-dessous indique une prédominance des activités de transformation des céréales (maïs, mil, riz, niébé, fonio) et produits forestiers (karité, fruit de baobab, moringa, néré, soump, etc.) avec plus de 65% et mobilise plus de 90% des femmes adultes des quatre régions.

80. La fabrication, l'entretien et la réparation des matériels agricoles sont l'apanage des hommes adultes. Ce secteur constitue 15,8% du portefeuille et plus de 99% des hommes adultes. On retrouve le plus souvent des jeunes filles dans le secteur de la transformation des fruits

et légumes. Au cours de l'intervention, on a pu enrôler des types d'entreprises à fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes surtout, il s'agit de la transformation post récoltes, du labour, de la fourniture d'intrants.

Domaines / Secteur	Kédougou	Kolda	Matam	Tamba	Total	Taux
Apiculture	0	4	0	0	4	2,44
Production aliments de bétail / volaille	0	0	1	1	2	1,22
Construction métallique	5	2	3	16	26	15,85
Prestation services agricoles	2	0	8	1	11	6,71
Transformation du lait	0	3	0	1	4	2,44
Transformation produits agricoles et forestiers	41	15	35	16	107	65,24
Transformation fruit et légumes	0	4	2	4	10	6,10

Tableau 4 : Répartition des secteurs d'activités par région

81. Les indicateurs économiques des MPER (base de données) en 2015 sont : i) revenus annuels des MPER de 547 970 448 F CFA ; ii) création et /ou consolidation d'emplois de 896 ; iii) distribution des salaires ou indemnités de 98 393 737 FCFA.

82. Toutefois, les MPER éprouvent encore des difficultés pour accéder aux produits financiers adaptés à leur développement. Le SAFIR n'a financé jusqu'au 31 Décembre 2015 que six MPER pour un montant de 5 850 000 FCFA, qui reste insuffisant par rapport aux besoins de MPER.

83. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les MPER dans l'élaboration de plans d'affaires bancables	UCP	Continu
Améliorer l'appui du programme dans l'intermédiation entre les MPER vers les banques/SFD pour le financement de leur investissement	UCP	Continu

Sous-composante 2.3 - Professionnalisation des acteurs

84. Les activités d'appui aux OP ont démarré avec l'établissement des situations de référence des OP de base et faîtières. Cet établissement des situations de référence a permis de : (i) montrer que les OP de la zone d'intervention du programme sont en majorité de création récente ; (ii) mettre en exergue l'écrasante domination du statut GIE au détriment des autres types de statut (associations, coopératives, groupements de promotion féminine et autres) ; et (iii) préciser le niveau d'autonomie des OP par région ; ce qui a montré que la majorité des OP étaient de niveau 1 (90% pour la région de Kédougou et 94% pour Tambacounda) et aucune de niveau 3.

85. Les appuis du Programme aux OP pour le renforcement de leur autonomie et leur professionnalisme se font à travers principalement trois outils : i) la subvention dégressive (SD) pour initier, faciliter et améliorer l'accès des petits producteurs à l'utilisation des intrants (engrais, semences certifiées et matériel agricole) ; ii) les formations sur les itinéraires techniques ; iii) et le renforcement en dynamique organisationnelle. Les appuis aux OP portent sur le renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et managériales. A cet effet, des protocoles d'accords PADAER/OP et OP/producteurs ont été signés. Le renforcement de capacité permet aux OP d'avoir un meilleur positionnement institutionnel au sein des territoires, notamment vis-à-vis des autres acteurs clés tels que les collectivités locales, les services déconcentrés de l'État (en particulier ceux évoluant dans le domaine agricole), les institutions de micro finance, le secteur privé (les autres acteurs des filières agricoles et des services d'appui à l'agriculture), etc. Ce renforcement est également destiné aux membres des OP en vue d'accroître leurs capacités managériales, techniques, économiques et syndicales en tenant compte de la dimension genre et de l'inclusion sociale. Les thèmes et le nombre de producteurs touchés ont varié d'une région à une autre et ce pour tenir compte du contexte et du niveau d'autonomie des OP.

86. Les formations techniques ont augmenté l'adoption et le niveau de maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs. En effet, la plus part des producteurs maîtrisent les itinéraires techniques du maïs et du riz, avec des niveaux remarquables chez les femmes, notamment pour le riz. Grâce à cette maîtrise, les rendements des cultures ont significativement augmentés. Par exemple, le rendement du riz pluvial est passé de 0,8 tonne à 1,5 tonne par hectare, celui du maïs est passé de 1 tonne à 3 tonnes, celui du mil de 0,8 tonne à 1,5 tonne et celui de niébé de 0,6 tonne à 0,9 tonne. Par ailleurs, l'effet des formations sur l'évolution de l'autonomie des OP appuyées par le programme n'est pas encore très perceptible. Il est donc nécessaire d'une part de bien systématiser ces formations et d'autre part, de les réaliser dans les langues locales pour assurer une bonne appropriation des outils de formation par les producteurs eux-mêmes ; ceci compte tenu du fait que la plupart des producteurs ne sont pas instruits en français mais plutôt alphabétisés en langues nationales. Par ailleurs, il y a lieu de noter que le processus de renforcement des capacités des OP, particulièrement dans le contexte des zones d'intervention du programme, est long et ses effets sur le niveau d'autonomie des OP ne pourra pas se faire sentir aussitôt. Toutefois, il est important de mettre en place une stratégie pour mesurer d'ici la fin du programme, les effets induits par les appuis sur l'évolution de l'autonomisation des OP.

87. La mise œuvre de la SD a permis à la date du 1^{er} avril 2016 de mettre à la disposition de 614 OP, comptant 21 093 ménages, soit 84% de l'objectif sur les 911 appuyées par le programme, 542,2 tonnes de semences certifiées toutes cultures confondues, 4 856,1 tonnes d'engrais (urée + NPK) et 22 215 litres d'herbicides. Cependant, la mobilisation de la cote part des producteurs n'a pas toujours été facile et une OP de Missirah a décroché de la subvention dégressive. Suite à la très mauvaise pluviométrie de la campagne agricole 2014-2015, qui a conduit à un niveau de production très bas dans certaines localités, certains producteurs ont décroché du programme de la subvention dégressive en deuxième année conduisant à une réduction des superficies emblavées. Avec 50% de contribution des producteurs dans la troisième année de mise en place de la SD, le décrochage pourrait être plus élevé s'il y a un déficit de pluviométrie d'une part et sans un accompagnement technique et de gestion de proximité approprié d'autre part. Une bonne analyse des capacités de

contribution des OP et de leurs membres au mécanisme de SD s'avère nécessaire afin d'une prise de décision éventuellement sur le niveau approprié de subvention et la durée de celle-ci.

88. Comme indiqué ci-dessus, la SD qui est une réponse du programme à la lancinante question du sous-investissement dans le secteur agricole, a pu générer des résultats notables matérialisés par un processus de capitalisation chez les petits producteurs qui ont pu booster leur productivité et ont pu augmenter significativement leur rendement.

89. Les sous projets sont portés par les OP et sont bâtis sur un schéma de cofinancement entre ménages et PADAER, où les fonds sont destinés principalement à couvrir les coûts d'approvisionnement en intrants et matériel de production. Dans chaque région administrative, un Comité Régional d'Approbation (CRA) est mis en place pour sélectionner les sous-projets à partir de critères transparents prédéfinis. Pour chaque sous projet, le montant de la contrepartie du bénéficiaire et celui du PADAER (en subvention) sont connus d'avance et varient selon qu'on est en première, deuxième ou troisième année du partenariat. La contribution des bénéficiaires est collectée par l'OP qui le verse en argent soit directement soit après la vente de l'épargne nature dans le compte bancaire ouvert à cet effet. La contribution du PADAER n'intervient seulement que lorsque le PADAER s'assure que la contribution des bénéficiaires est effectivement mise en place au niveau de la banque. Le projet à ce jour a mis en place 1050 sous projets. Le tableau ci-dessus en donne la répartition par filières et par génération.

Tableau 5 : Sous projets OP par filières

Filières	Nombre SP 1 ^{ère} Gén.	Nombre SP 2 ^{ème} Gén.	Nombre SP 3 ^{ème} Gén.	Total	%
Riz	109	460	-	569	54.20%
Maïs	63	365	-	428	40.80%
Mil	0	19	-	19	1.80%
Niébé	0	19	-	19	1.80%
Fonio	0	15	-	15	1.4
Total	172	878	-	1050	100%

90. Le tableau montre les fortes progressions des sous projets riz et maïs en deux ans et la prise en compte de trois nouvelles spéculations que sont le mil, le niébé et le fonio à partir de la deuxième génération d'OP.

91. Tableau 6 : Effet de la subventionne dégressif sur les superficies

Commune	Campagne 2014/2015				Campagne 2015/2016				Campagne 2016/2017			
	Nbre OP	Nbre Bénéf	Superficies (ha)		Nbre OP	Nbre Bénéficiaires 2015	Superficie (ha)		Nbre d'OP	Nbre Bénéf 2016	Superficies (ha)	
			Maïs	Riz			Maïs	Riz			Maïs	Riz
Dialacoto	13	116	53	20,441	13	302	177	98,75	13	30	62,75	9,5
Koussanar	5	133	107,5	5	5	152	137	8	5	92	67	10
Missirah	11	253	243,54	10,52	10	257	205,5	9	10	117	264,5	3
Ndame	7	259	176	0	7	223	263	0	7	153	171	0
Sinthiou Maleme	7	216	228	0	7	181	190	0	7	116	118	0
Tamba	1	6	6	0	1	3	4	0	1	6	6	0
Total général	44	983	814,04	35,961	43	1118	976,5	115,75	43	514	689,25	22,5

92. Dans la région de Tambacounda où les intentions de mise en culture sont disponibles, on note (voir tableau ci-dessus) clairement une augmentation des superficies emblavées pour les deux premières campagnes agricoles, à l'exception de Sinthiou Malème où il y a lieu un décrochage de producteurs avec le nombre de producteurs diminuant de 216 en première année à 181 en 2ème année et enfin à 116 en 3ème année, avec des superficies cultivées en maïs passant de 228 ha à 190ha et 118 ha, respectivement. Il est donc nécessaire de suivre de près les intentions de culture dans les autres régions pour vérifier si le schéma global d'augmentation des superficies observée à Tambacounda demeure le même dans d'autres régions, et. mieux documenter ainsi les modalités de mobilisation des cotes part par les producteurs.

93. Cependant, le système de sous-projets peut avoir des limites si les critères d'éligibilité ne sont pas efficaces. Dans ce cas, certains producteurs déjà bancarisés et ayant déjà l'accès au crédit avant le PADAER pourraient se faire membres des OP sélectionnées pour bénéficiaire de SD, ce qui causerait des distorsions possibles dans la construction d'une culture de crédit solvable et durable. En effet, les institutions financières rencontrées (CMS, U-IMCEC, ACEP) disposeraient, selon elles, des produits financiers adaptés à la production et aux investissements agricoles et consacraient jusqu'à 40% de leur portefeuille au secteur agricole, en particulier sur les filières du PADAER. Par exemple, le CMS qui est le principal partenaire financier des OP encadrées par le PADAER, a mobilisé 2,8 milliards de FCFA pour le financement de la production agricole dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou, pour la campagne 2015-2016. Il est clair qu'il y a une bonne évolution dans la perception que les établissements de crédit ont du secteur agricole. Certains, comme le CMS, ont même mis en place des départements dédiés au secteur agricole. Leur attente du PADAER concernent essentiellement l'appui à l'organisation, à l'encadrement, et au conseil agricole pour gérer et mitiger les risques techniques et commerciaux.

94. Pour ce faire, la stratégie de développement de mécanismes de financement durable pour les petits producteurs du PADAER devra être renforcée. En effet, l'accompagnement fourni actuellement par le PADAER dans différents domaines (formations techniques, facilitation de l'accès aux intrants de qualité, mise en relation producteurs et OM) est faiblement valorisé par les institutions de crédit en termes de mesures de mitigation de leurs risques de crédit.

95. Actuellement, le PADAER s'appuie sur les opérateurs stratégiques pour apporter ses appuis aux OP. On note que la formation seule ne contribuera pas au renforcement des capacités des OP mais il faudra que celles-ci participent effectivement au processus de mise en œuvre des différents outils utilisés par le programme (SD, couplage OP/OM, assurance agricole, etc.) et à la maîtrise progressive de ces outils, ce qui contribuera énormément au renforcement des OP à délivrer des services économiques efficaces à leurs membres.

96. Dans la dynamique de soutenir la professionnalisation des OP et de gérer et mitiger les risques, le PADAER, en partenariat avec le programme 4R du PAM et la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS), pendant la campagne 2015/2016 a appuyé sept OP pour leur participation dans un programme d'assurance agricole, basé sur un indice pluviométrique. L'indice développé n'est pas spécifique à une spéculation donnée, mais adaptée aux cultures de référence de la zone (mil, riz, maïs et sorgho). Le contrat d'assurance proposé est basé sur une estimation des précipitations par satellite (RFE). Le contrat est découpé en deux phases : une première phase (50% de la valeur assurée), du semis à la croissance et une seconde phase (50% de la valeur assurée), de la floraison au remplissage des graines. Ce programme a concerné le maïs et a bénéficié à 233 bénéficiaires (112 hommes et 121 femmes) pour une superficie de 252 ha. Le capital assuré total était de 55 855 800 FCFA. Le montant de la souscription après subvention de l'Etat à 50% est de 4 591 683 FCFA (subventionné à 90% par le PADAER). Pour cette première expérience, les OP vont bénéficier d'une indemnisation pour 12 311 937 FCFA, du fait du déclenchement de l'indice.

97. L'assurance agricole, est à la fois un instrument de résilience face au changement climatique, mais aussi un moyen de mitigation de risques corrélatifs pour les institutions financières. La mission a noté que les OP participent très peu aux faits du fonctionnement du produit et sont plus dans une logique de simples bénéficiaires. Par ailleurs, le fait que l'assurance ne soit pas valorisée dans les demandes de crédit adressées aux SFD, limite sa portée. Par ailleurs, il est important que le PADAER puisse établir une collaboration directe avec la CNAAS, en vue de travailler à l'élargir du programme, mais surtout à examiner la possibilité d'avoir des indices spécifiques par culture et le renforcement du dispositif de mesure au sol avec des pluviomètres semi-automatiques (en rapport avec l'ANACIM).

98. **Mise en marché.** Une autre contrainte structurelle à laquelle le programme s'est attaqué, concerne l'intégration des petits producteurs aux marchés. Le PADAER a fourni dans ce cadre, un certain nombre d'appuis pour faciliter la mise en marché des productions au travers : i) l'identification d'opérateurs de marché (OM) ; ii) la structuration des prix ; iii) la mise à disposition d'emballages de qualité ; iv) subvention des OP pour l'acquisition de sacs. Au total une dizaine d'OM ont pu nouer des relations commerciales avec les producteurs, pour un volume total de 787,82 tonnes de maïs et 2165,14 tonnes de riz paddy pour un montant global de 442 338 233 FCFA. Ces faibles quantités de céréales vendues montrent que le volet mise en marché devra y consacrer plus d'attention et de moyens afin de faire de la mise en marché un atout important et un gage de pérennisation des actions du PADAER.

99. Cependant, la plupart des relations commerciales se sont à ce jour faites de manière informelle, sans contractualisation formelle. Ceci ne facilite pas une bonne gestion des relations d'affaires et ne permet pas aux OP de mieux structurer leurs demandes de crédit en s'appuyant sur les contrats avec les OM. Du processus d'appui à la mise en marché, la mission retient que la faculté des petits producteurs de participer aux marchés des intrants, de produits agricoles et le caractère attractif de ces marchés, sont autant d'éléments essentiels pour déterminer la volonté et la capacité des producteurs d'augmenter la part des excédents commercialisables. Par ailleurs, l'absence d'études économiques à chaque niveau de la chaîne de valeur et/ou par chaque maillon (analyse des seuils de rentabilité, distribution de la marge, etc.), ne facilite pas une bonne gouvernance des liens d'interdépendance. La mission a relevé aussi, l'atomisation de l'offre dans certaines zones avec comme corolaire, des coûts de transaction élevés, pour les OM. Afin, l'absence d'une intégration d'un système d'agrégation qualité au sein des OP, peut à terme constituer un handicap dans la commercialisation, il en est de même pour la disponibilité de magasins de stockage au niveau de pôle de consolidation à identifier.

100. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Mobiliser une expertise pour structurer en relation avec les banques/SFD, des modèles de financement pour les différentes chaînes de valeur	UCP	Immédiat
Renforcer l'analyse économique des différentes filières appuyées et en faire un outil de gestion et d'intermédiation financière	UCP	Continu
Internaliser au sein des OP, des systèmes d'agrégation qualité	UCP	Continu
Systématiser la formalisation des relations OP/OM par des contrats	UCP	Continu

Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage.

101. En ce qui concerne le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales, le PADAER a appuyé en 2013 et 2014 le processus de sensibilisation et d'élaboration du code pastoral. Le programme de loi du code pastoral se trouve au parlement pour approbation. Le PADAER appuiera son édition et sa vulgarisation une fois approuvé par le parlement. Le système suivi-évaluation sectoriel du Ministère a aussi bénéficié de l'appui du PADAER à travers la CEP (Cellule Etudes et Planification). Celle-ci se réalisera en synergie avec le Programme d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA) du MAER appuyé par l'USAID.

V. Impacts

A. Réalisation de l'Objectif de développement du PADAER

102. L'Objectif de développement est de «Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda». L'atteinte de cet objectif est mesurée à travers l'amélioration durable de la sécurité alimentaire, des revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et la création des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers l'amélioration de l'accès des petits producteurs et de leurs organisations à des services, technologies et infrastructures de production efficaces. Une

enquête de référence a été organisée en mars 2011. Une enquête finale d'impacts sera organisée en 2017.

103. L'impact du programme est difficile à mesurer à court terme. Cependant, les 1er effets peuvent être mesurés au regard des performances enregistrées dans l'atteinte de l'objectif de développement cité en haut. A la date du 29 février 2016, le programme a atteint 27 937 ménages bénéficiaires directs, soit 55.8%% du nombre ciblé lors de la conception du programme. Ce chiffre se décompose en 26 805 ménages bénéficiaires de sous projets (céréales et niébé), 351 ménages bénéficiaires des subventions destinées aux MPER et 781 bénéficiaires des sous projets maraichers. Les bénéficiaires indirects, tels que les membres des ménages sont estimés à 279 370 personnes (58% femmes et 42 % hommes). De plus, au total, 63 711 personnes ont été ciblées par les activités de sensibilisation, dont 54% de femmes et 29% de jeunes.

B. Réalisation de l'Objectif spécifique 1

104. L'objectif spécifique 1 (OS1) du PADAER est «des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponible».

105. L'OS1 est essentiellement réalisé à travers i) la réalisation/réhabilitation et livraison des ouvrages hydroagricoles aux producteurs à des fins de production agricole ; ii) la consolidation des UP existants et la réalisations et livraison de nouvelles aux agropasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant.

106. Les ouvrages hydro agricoles à «double fonctions» (hydro agricole et franchissement) réalisés ont permis de sortir environ 460 villages et hameaux de l'isolement (surtout pendant la saison des pluies) dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda.

107. Par rapport à l'augmentation des surfaces cultivables (ha), le PADAER a appuyé l'aménagement et la mise en valeur de 2400 ha de riz et 44,5 ha d'horticulture sur 2275 ha prévu dans le DCP, soit 107,45%. Si l'on considère les réalisations en matière de bas-fonds et plaines rizicoles, le taux d'exécution à ce jour est de 115,38%. Dans la région de Matam, le Programme a appuyé la reprise du planage de 728 ha soit un taux d'exécution 364% des objectifs d'intervention sur les PIV.

108. En ce qui concerne l'appui aux UP, compte tenu des coûts de réalisation basés sur les besoins exprimés par les populations et les exigences de durabilité, des augmentations ont été constatées sur les coûts unitaires des infrastructures pastorales tels que définis dans le DCP. Ainsi, en attendant d'autres possibilités de financement, le Programme a revu à la baisse le nombre des infrastructures pastorales destinées au renforcement des UP existantes : châteaux d'eau (de 5 à 4), abreuvoirs (de 20 à 12, parcs à vaccination (de 20 à 12) magasins d'aliment de bétail (de 20 à 8). Les réalisations des nouvelles UP sont en cours : l'identification des bénéficiaires est achevée et les travaux pour la réalisation de 10 abreuvoirs/antennes, 10 parcs à vaccination et 10 magasins de stockage d'aliments de bétail vont commencer d'ici peu. Cinq châteaux et cinq forages sur les dix prévus seront aussi réalisés. Les réalisations permettent d'augmenter considérablement le nombre de cheptel ayant accès à l'eau (jusqu'au 500 bovins en même temps) et aux vaccinations (gros et petit bétail). Les infrastructures réalisées ont aussi des effets sur l'amélioration des conditions de vie des populations : les châteaux d'eau ne servent pas seulement les abreuvoirs pour le bétail, mais ils permettent aussi de servir plusieurs villages en eau potable à travers des canalisations permettant ainsi aux populations longtemps dépourvues d'eau d'y accéder. Par rapport à l'indicateur « La mortalité a baissé dans les UP » le manque d'une enquête à mi-parcours ne permet pas d'estimer le niveau d'atteinte de cet indicateur.

C. Réalisation de l'Objectif spécifique 2

109. L'Objectif spécifique 2 (OS2) du PADAER est «l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production».

110. La réalisation de l'OS2 est mesurée à travers (i) un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement) pour les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ; ii) un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion pour les producteurs (agriculteurs et éleveurs).

111. En ce qui concerne l'augmentation de la productivité et l'amélioration des revenus en terme de sécurité alimentaire, le programme y a contribué significativement. En effet, la production totale de la campagne est de 35 481,39 tonnes constituées de 35 259 tonnes de céréales et 222,39 tonnes de

niébé. Elle permet d'assurer les besoins céréaliers annuel de 190 589 personnes ou 19 058 ménages ruraux. (Norme FAO : 185 kg/personne/an). La valeur marchande de cette production est de 5 240 486 800 FCFA (sur la base de prix grossiste actuel). La production additionnelle de 222,39 tonnes de niébé permet d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages et surtout des enfants de moins 5 ans.

112. Le PADAER a significativement contribué aux objectifs du PRACAS par l'augmentation de la production du riz estimée à un total de 21 600 tonnes pour deux campagnes (2 370,41 tonnes en 2014/2015 et 19 229,6 tonnes en 2015/2016).

113. La mise en œuvre des appuis aux OP pour le renforcement de leur autonomie et leur professionnalisme a touché 911 OP. Elle se fait à travers une subvention dégressive pour améliorer l'accès des producteurs à l'utilisation des intrants, les formations sur les itinéraires techniques et le renforcement en dynamique organisationnelle. Ce système a pu générer des résultats matérialisés chez les petits producteurs par une meilleure productivité. Le renforcement organisationnel des structures de base et des faitières se poursuit selon des plans spécifiques pour chaque région, et tient compte des besoins des OP dans chaque segment de la chaîne de valeur. La mise en place d'un conseil agricole de proximité à travers l'équipe de conseillers polyvalents et de relais a permis à 38 286 producteurs d'améliorer la maîtrise de l'utilisation des intrants et des itinéraires techniques.

D. Réalisation de l'Objectif spécifique 3

114. L'Objectif spécifique 3 (OS3) du PADAER est «l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production».

115. La réalisation de l'OS3 est mesurée à travers i) la réalisation des infrastructures pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage ; ii) la création des opportunités d'emploi en offrant des services amont et aval grâce à l'émergence de micro-entreprises rurales ; iii) la professionnalisation des OP capables de fournir des services à leurs membres.

116. Le développement de réseau entre les PME urbaines et les MPER sous forme de tutorat, de sous-traitance et de représentation devrait permettre de densifier le tissu économique local au service des producteurs agricoles. Le PADAER a pu insérer 162 MPER à fort potentiel dans des liens formels avec des OP soit 81% de l'objectif du programme. Les compétences de 699 acteurs ont été renforcées et constituent un acquis de taille dans le processus de professionnalisation des MPER et plus globalement dans leur performance économique en impactant directement le volume d'activités des MPER.

117. Le partenariat entre le PADAER et l'entreprise Hydro Bati Mec (HBM) s'inscrit dans ce cadre et a permis aux OP de bénéficier des services de transformation des productions de proximité. HBM assure l'apprentissage des jeunes de la région afin de les installer dans le métier avec l'appui du PADAER pour gérer leur propre MPER. La formation de 11 jeunes au métier de transformateur de produits céréaliers et la mise à disposition par HBM de 7 unités de transformation mobiles (batteuses, décortiqueuses, égreneuses et moulins) a permis le décorticage de 63,867 tonnes de riz dans 19 villages et l'égrenage de 320,766 tonnes de maïs dans 21 villages.

118. Pour ce qui est des indicateurs de l'objectif spécifique 3, environ 25 % de la production est transformée et/ou commercialisée⁷. Par contre il faudra une étude spécifique, programmée en 2016, pour déterminer le pourcentage des chiffres d'affaires des MPER qui est réalisé en offrant des services / produits aux producteurs ciblés. Pour l'instant on peut signaler que la mise en relation entre OP et MPER est en cours : 136 OP ont commandé 1084 unités de petits matériels auprès des MPER.

119. En ce qui concerne la réalisation d'infrastructures pour faciliter l'accès au marché, à ce jour 73,5 Km de piste ont été réalisés dans la région de Kolda, ce qui représente 97% des prévisions globales en la matière. Ainsi, les producteurs ont un accès plus facile à leurs parcelles, les élèves vont sans grande difficulté à leurs écoles et collèges et les populations accèdent plus facilement aux postes de santé et aux marchés. Les neuf antennes (abreuvoirs réalisés dans des villages satellites au moyen d'une adduction d'eau à partir d'un forage) réalisées par le PADAER ont permis aux éleveurs de faire des gains de temps considérables pour abreuver leur bétail (bovins, ovins et caprins). La distance parcourue par jour était de 7 km en moyenne à vol d'oiseau.

⁷ Le processus de commercialisation est en cours

VI. Performance de l'exécution du projet

Qualité de la gestion du Projet

120. Globalement, la qualité de la gestion du Projet a reçu une note de 5/6 par la mission de supervision en octobre 2015. La note est confirmée par la mission de revue à mi-parcours.

Ciblage et lutte contre la pauvreté

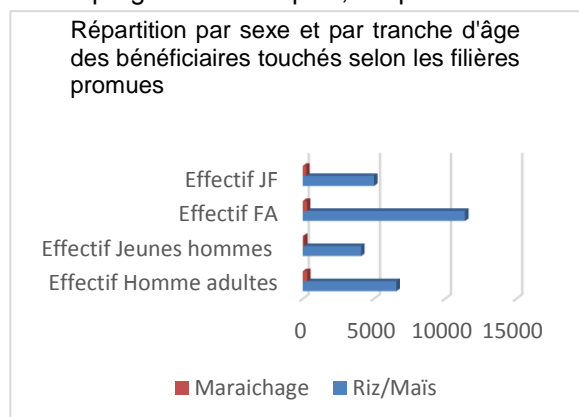
121. Conformément aux orientations du DCP, le PADAER s'est doté d'une stratégie de ciblage inclusive reposant sur le choix de filières structurantes à fort effet d'entraînement et d'impact sur la résilience alimentaire et les revenus des petits producteurs et éleveurs. Dans cette démarche, le PADAER a privilégié les filières et/ou maillons dans lesquels les femmes et les jeunes sont fortement présents ou pourraient facilement intégrer. Cette stratégie a conduit au ciblage des filières céréalières (mil, maïs, sorgho, riz et fonio), d'horticoles, d'agro forestières (Karité) et des bovines et petits ruminants au niveau des UP. En outre, pour renforcer l'inclusion socio-économique des femmes et des jeunes, le PADAER s'appuie sur le développement de l'entrepreneuriat rural en soutenant la création/consolidation de petites entreprises rurales générant des emplois pérennes pour les jeunes et sources de revenus pour les femmes. La prise en compte des groupes vulnérables tels que les handicapés moteurs et les groupes marginalisés comme PVVIH fait partie intégrante de la stratégie de ciblage du PADAER.

122. La promotion des filières à grand impact potentiel sur la sécurité alimentaire et la mise en place d'un mécanisme de subvention dégressive offrent à toutes les catégories de cibles des possibilités d'accès aux intrants. Ce mécanisme de subvention est compris par tous les bénéficiaires, mais les difficultés du contexte de la zone d'intervention et la vulnérabilité des cibles font que la maîtrise de la gestion du mécanisme par les OP reste encore un défi et exige un accompagnement continu et plus important des OP pour limiter le décrochage des plus pauvres. De plus, le niveau relativement jeune de certaines OP exige la poursuite du renforcement des capacités dans les domaines de l'organisation et de la gestion financière pour la durabilité.

123. Sur le plan opérationnel, la démarche de ciblage s'est inspirée de celle du PAFA et se traduit par : i) une campagne active de sensibilisation et d'information selon une approche différenciée tenant compte du profil des groupes cibles et de la spécificité de chacune des quatre régions d'intervention; ii) la classification des ménages selon le niveau de pauvreté et de vulnérabilité ; iii) l'auto-ciblage des groupes vulnérables par les organisations à la base; iv) la notation des propositions selon les critères d'éligibilité définis et validés avec les OP. Ces instruments de ciblage ont permis de privilégier les initiatives des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables à bénéficier des appuis du PADAER. Sur le plan technique, le mécanisme de la subvention dégressive (SD) et l'appui à l'accès aux équipements agricoles, a facilité l'accès des petits producteurs à des intrants agricoles de qualité et au matériel et équipement agricole dans le sens d'améliorer leur sécurité alimentaire. Ces dispositions ont suscité un grand engouement et une adhésion des populations à la mise en œuvre de l'intervention qui s'est traduite globalement par une augmentation des superficies emblavées

124. Le ciblage technique tel que mis en œuvre contribue au renforcement de la position des femmes dans l'accès aux ressources et aux bénéfices du programme. De plus, ce positionnement stratégique, sur des filières qui ont un potentiel important pour le développement rural et la sécurité alimentaire des ménages cadre avec la politique agricole du pays notamment le PRACAS dont l'objectif est l'autosuffisance en riz à l'horizon 2017. Cependant, le PADAER ne s'est pas véritablement investi dans la filière horticole. La contribution de cette activité à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des cibles reste assez marginale (dans sa forme actuelle). Les OP accompagnées dans l'horticulture, ne représentent que 3% du portefeuille globale du projet.

125. Au vu des résultats présentés dans le tableau ci-dessous, le choix de cette option



renforce 604 des OP financées (soit 97%) dans le maillon production pour les spéculations telles que le riz, le maïs et dans une moindre mesure d'autres céréales (le mil, le fonio).

Tableau 8 : Répartition des OP appuyées par filière de concentration du programme

Spéculation	Nombre d'OP appuyé	Effectif HA	Effectif JH	Effectif FA	Effectif JF
Riz/Maïs	604	6580	4106	11401	5007
Maraichage	16	319	97	295	245

126. Or, le financement de l'horticulture, comme indiqué dans les documents de politiques agricoles du pays, contribue pour beaucoup dans l'amélioration de la qualité nutritive de l'alimentation des populations cibles et parfois a un impact économique plus visible et plus rapide sur les couches les plus défavorisées (les femmes et les jeunes qui s'y investissent notamment). De plus dans le document du programme, l'horticulture est une filière qui a fait l'objet d'un ciblage technique à opérationnaliser. L'accompagnement de cette filière en complément à d'autres actions développées dans les mêmes localités par exemple au niveau des Unités Pastorales (UP) ou dans d'autres zones favorables à la production maraîchère peut constituer des «quick win» pour une meilleure efficacité et efficience dans l'exploitation des investissements (cas des UP), dans l'accompagnement des bénéficiaires vers une certaine autonomisation au plan économique et social (renforcement de la sédentarisation des populations pastorales pour une meilleure éducation des enfants, amélioration de la qualité de vie, autonomisation des femmes et inclusion des jeunes, etc.).

127. Le PADAER a mis en œuvre une stratégie de ciblage géographique de base qui tient compte dans les investissements non seulement de la densité de la population par zone mais maintient un certain équilibre en termes d'investissement. En effet en dehors des infrastructures telles que les aménagements et conformément à ses orientations, en termes d'appuis à la production, les investissements ont été tels que 26% des OP encadrées sont à Tambacounda, 51% à Kolda, 23% à Kédougou. Dans la région de Matam seulement quelques OP ont été appuyées dans la production agricole mais du fait de sa spécificité, cette région concentre les 18 UP réhabilitées et les autres UP en cours de réalisation. Pour les MPER, en termes de maillage, sur les 162 MPER, 29% sont situés dans la région de Kédougou, 17% à Kolda, 30% à Matam et 24% à Tambacounda.

128. Pour le ciblage directe, les sensibilisations et le conseil aux producteurs et productrices sur l'approche du PADAER ont contribué à améliorer l'accès des bénéficiaires aux facteurs de production. Cette stratégie d'intervention du programme est assez participative et inclusive avec une responsabilisation des acteurs à la base dans le processus de leur ciblage. De plus, l'ensemble des activités promues par le PADAER prennent en compte la participation de toutes les cibles (hommes, femmes, jeunes des deux sexes, handicapés, PVVIH). Le nombre de sous - programmes approuvés par les CRA en 2015 est de : 113 à Tambacounda, 153 à Kédougou et 86 à Kolda.

129. **Lutte contre la pauvreté.** Les réalisations du programme à ce jour concourent plus à l'amélioration de la sécurité alimentaire qu'à celle des revenus. Les actions ont en effet permis d'atteindre 27 937 ménages bénéficiaires directs et environ 279 370 personnes. En ce qui concerne 2015/2016, la production est de 35 259 tonnes de céréales qui permettent de couvrir les besoins alimentaires annuels de 190 589 personnes⁸. Certes la production additionnelle de 222,39 Tonnes de niébé permet d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages et surtout des enfants de moins 5 ans et donc offre une certaine garantie pour la lutte contre l'insécurité alimentaire mais ne permet pas encore de générer des surplus importants commercialisables pour l'amélioration des revenus des plus pauvres. L'absence de données sur les comptes d'exploitation des activités des bénéficiaires ne permet pas d'évaluer rationnellement cet effet. Par ailleurs, pour renforcer le ciblage des plus vulnérables, le PADAER a signé une convention avec le Programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) pour accéder à la base de données du registre unique et faciliter ainsi l'enrôlement des bénéficiaires dudit programme comme membres des OP appuyées par le PADAER. Mais les actions prévues dans ce cadre ne sont pas encore véritablement opérationnalisées.

130. Les principales **recommandations** de la mission sont reprises dans le tableau ci-dessous.

⁸Normes FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Réaliser une étude sur le décrochage de certains ménages pauvres du mécanisme de la SD en vue de mieux saisir les facteurs et causes à l'origine de leur sortie du système pour envisager des réponses idoines et durables.	UCP	Immédiat/continu
Veiller à ce que la dimension genre/leadership des femmes soit bien prise en compte et renforcés dans le processus de professionnalisation des OP et la mise en place des tables filières	UCP	Immédiat/continu

Parité hommes-femmes et inclusion des jeunes

131. **Genre et inclusion des jeunes.** Le PADAER s'est doté en Avril 2014 d'un document de stratégie genre et jeunes avec à la clef un plan d'action dont l'objectif est d'accroître l'efficacité opérationnelle du ciblage et de l'inclusion des femmes et des jeunes dans les activités du programme. Dans la mise en œuvre du PADAER, «l'approche OP» et les critères d'identification et de catégorisation des cibles articulés autour des facteurs sexe, âge et statut ont permis au programme de toucher dans les actions de sensibilisation 63 711 personnes dont 54% de femmes, 46% d'hommes et 29% de jeunes des deux sexes.

132. L'opérationnalisation de la stratégie genre a permis aux femmes d'accéder aux facteurs de production et à l'appui-conseil. Par rapport à l'accès aux facteurs de production, sur un total de 21 093 bénéficiaires, on compte 50% de femmes. Le conseil agricole de proximité et les formations techniques ont contribué à augmenter de manière remarquable le niveau de maîtrise des itinéraires techniques par les femmes. Sur une population de 38 286 de producteurs formés à travers l'appui conseil, les femmes sont 21 319 soit 56%. Relativement aux OP, la mission recommande que la dimension genre ainsi que le leadership des femmes soit bien pris en compte et renforcés dans le processus de professionnalisation des OP et la mise en place des tables filières.

133. Par rapport à l'entrepreneuriat, on relève que parmi les 220 MPER consolidées/créées, plus de 72% sont dans les maillons fortement occupés par les femmes (transformation des produits agricoles et forestiers, fruits et légumes, lait, etc.) alors que les jeunes (28%) s'investissent dans la construction métallique, la fabrication de matériel ou d'équipements agricoles, la prestation de services agricoles. Ces unités de production et de fabrication portées par les jeunes doivent se moderniser pour assurer leur rentabilité financière et viabilité économique. Elles ont à cet effet besoin d'appui financier et non financier plus structurants pour en faire des modèles pour d'autres jeunes. La réorientation des interventions des structures d'interfaces vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPER principalement celles des femmes et les jeunes est gage de durabilité. La mission soutient par ailleurs la mise en réseau des MPER, des GIE et groupements de femmes pour favoriser le partage d'expériences et les bonnes pratiques.

134. Toutes ces actions ont contribué dans une certaine mesure à l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées certes mais l'unité d'observation étant l'OP, des disparités de genre qui subsistent à l'intérieur de ces organisations ne sont pas suffisamment observées et analysées pour des décisions allant dans le sens d'une meilleure gestion et d'un meilleur partage des revenus et des ressources investis par le projet au sein des communautés notamment les entreprises collectives et les OP. Il serait donc judicieux que le cahier de charge des prestataires chargé de l'accompagnement de ces organisations soit revu dans le sens d'un renforcement de leur système à travers la capitalisation des données individuelles sur les membres des OP dans une base excel simple avec un renforcement du droit de regard plus marqué impliquant les chefs d'antenne du projet.

135. Dans le cadre de la promotion de l'emploi des jeunes, le PADAER a appuyé l'organisation par le Centre Académique de l'Orient Scolaire et Professionnelle de Tambacounda (CAOSP) d'une rencontre régionale sur l'orientation scolaire et universitaire des jeunes vers les métiers ruraux. Cette activité a mobilisé 167 personnes dont 122 élèves, étudiants et chercheurs d'emplois. A la date du 29 février 2015, 896 emplois dont 56% pour les femmes sont créés à travers les appuis aux MPER. D'autres actions en faveur des jeunes sont en cours comme la réalisation en partenariat public/privé, de 50 ha de bananeraie irriguée au micro-jet et la mise en relation avec les sociétés privées HBM et

Ets Djibril SENE et les Unions de Kédougou pour la pré-transformation du riz (battage et décorticage) et l'égrenage du maïs.

136. En termes de dispositif de suivi-évaluation, le PADAER dispose d'une base de données avec des données désagrégées par sexe et par âge sur tous les indicateurs jugés pertinents. La ventilation des données par sexe mais non par catégorie sociale est une faiblesse qui ne permet pas de déterminer facilement le nombre de bénéficiaires impactés par classe sociale et de suivre l'évolution des indicateurs en lien avec les conditions de vie des cibles individuellement pour des réajustements de stratégie. Un suivi plus renforcé et une collecte périodique des indicateurs d'analyse genre contenue dans le document de stratégie de ciblage et genre du programme reste d'une nécessité capitale pour l'atteinte des objectifs du programme quant à la réduction des inégalités de genre.

137. Il en découle les recommandations reprises dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Travailler à la modernisation des unités de production et de fabrication des équipements tenus par des jeunes avec un appui à des financements de programmes plus structurants pour en faire des modèles pour d'autres jeunes	UCP/PS	Immédiat/ continu
Faciliter le réseautage des coopératives de jeunes, des groupements féminins d'AGR et des MPER femmes dynamiques, ayant une bonne organisation du travail, une vision d'avenir et de croissance économique et financière pour le partage de l'exemplarité avec d'autres OP/MPER	UCP/PS	Immédiat/ continu
Réorienter l'intervention des structures d'interfaces vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPER principalement celles des femmes et les jeunes après une réévaluation systématiquement de leur niveau de fonctionnalité par le dispositif d'accompagnement	UCP/PS	Immédiat/ continu

Suivi et évaluation

138. Le PADAER dispose d'un système de suivi évaluation (SSE) fonctionnel et développé sous environnement web (application informatique « ruche », www.ruche-padaer.org). La cellule de SE du PADAER, initialement composée d'un responsable a été renforcée par un assistant en juin 2015. Le manuel de SE, élaboré en 2013, a été validé et partagé lors d'un atelier participatif regroupant le personnel de l'UCP, les partenaires stratégiques, etc.

139. Les données sont traitées, collectées et consolidées dans le SSE afin d'établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme. Ils sont désagrégés par sexe et par âge. De façon spécifique, le SSE permet de: i) assurer le suivi physique et financier du PTBA et l'analyse de son état d'avancement; ii) concevoir et produire le tableau d'avancement matériel (appendice 4); iii) concevoir et produire les tableaux des indicateurs SYGRI de 1er, 2ème et 3ème niveau; iv) produire l'état d'avancement du cadre de mesure du rendement, et v) évaluer la contribution du PADAER à la mise en œuvre des politiques sectorielles et du COSOP. Les tableaux sont partagés et analysés dans les instances (trimestrielles et annuelles) avec le personnel, ce qui facilite la prise de décisions et la planification des activités. Le SSE prend également en charge le suivi des recommandations des missions de supervision, des contrats, des protocoles, des demandes d'avis de non objections.

140. Le système de collecte des données est organisé à partir de la base (OP et MPER) à travers le renseignement des fiches de collecte par les prestataires/partenaires. Ensuite se fait le contrôle, la validation, la consolidation des données et la saisie des fichiers au niveau d'antenne; après chaque responsable de composante procède au contrôle et à la validation; la validation finale est faite par la responsable du SE avant que les données sont prises en compte dans le système. La cellule de SE compte réaliser à partir de 2016 des missions de contrôle interne de qualité des données collectées sur la base d'un échantillon de fiches pour assurer la fiabilité des données.

141. Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil maîtrisé par le PADAER. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique. A la planification, il est fait en sorte que les activités programmées puissent permettre des décaissements acceptables relativement aux périodes. Le PTBA est suivi en termes de valeurs cibles, d'exécution des tâches et de décaissement par source de financement (ce dernier provenant du logiciel TOM2PRO de la comptabilité).

142. Afin de permettre une meilleure appropriation du système, des sessions de renforcement de capacités des cadres du programme et des autres acteurs partenaires (DRDR, IREF, INP, ANCAR, BAMAARE etc.) ont été organisées. Des ateliers d'actualisation et de partage des fiches ont été tenus à travers des tournées dans 3 régions d'intervention du programme (Tambacounda, Kédougou, Kolda). Elles ont permis une meilleure compréhension par les différents acteurs, ainsi qu'une amélioration de l'appropriation et du processus de planification.

143. Les insuffisances dans la remontée des données du terrain à l'UCP suite à un problème de paramétrage ont été résolues en collaboration avec le cabinet qui est chargé de l'assistance technique au système informatique du SE. L'enquête SYGRI de référence (conduite par l'équipe du PADAER en 2013) permet de collecter au démarrage les données nécessaires à la mesure de l'impact du PADAER. Le programme a également commandité en 2014 une enquête de référence sur l'objectif de développement. L'étude d'impact à mi-parcours, prévu dans le DCP, n'a pas été réalisée du fait de la courte période entre les études de référence et la revue à mi-parcours.

144. L'appui initié au MAER pour la mise en place d'un système de SE sectoriel n'est pas encore effectif. Il permettrait d'assurer un meilleur suivi sectoriel et de mieux mesurer la contribution du programme à l'action gouvernementale et à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Ceci pourrait également contribuer à une plus grande harmonisation des données et une facilitation dans le rapportage. Le MAER vient de démarrer, avec l'appui de l'USAID, un nouveau programme, le Project d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA), qui prévoit un appui à la structuration du système de suivi sectoriel. Ainsi, l'appui du PADAER au MAER en suivi & évaluation devra se faire en étroite collaboration avec le nouveau programme PAPA.

145. Par ailleurs, la collecte et le renseignement des informations restent fastidieux et leur capitalisation est difficile malgré l'existence d'un tableau de bord.

146.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Identifier les domaines de collaboration et de partenariat entre le PADAER et le PAPA dans le cadre de l'appui au S&E du MAER	UCP/RSE/MAER	Immédiat

Innovations opérationnelles, techniques et commerciales

147. Le PADAER a introduit des innovations suivantes:

- i. La réalisation des parcs à vaccination (modèle mixte, tube galvanisés et existence de quai d'embarquement) et des abreuvoirs (design et capacité d'accueil) dans le cadre du renforcement d'UP existantes. Ces réalisations sont très appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités et seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs par d'autres programmes ;
- ii. Le modèle de dispositif maraicher adopté dans le périmètre de Laminya, en particulier le système de distribution d'eau mécanisé et l'itinéraire technique avec l'utilisation d'intrants agricoles ;
- iii. L'introduction et la diffusion du riz de plateau à Kédougou et dans le département de Medina Yoro Fouta à Kolda. La production du riz de plateau dans des zones où la riziculture des bas-fonds est une pratique ancienne a été vulgarisée pour répondre aux objectifs ambitieux du PRACAS et augmenter la production de riz;
- iv. La fonction de désenclavement des villages environnants par les ouvrages structurants hydroagricoles, par exemple à travers la réalisation des digues-routes.

VII. Durabilité, mise à échelle et risques

Durabilité

148. Le PADAER met l'accent sur l'appropriation des infrastructures par les bénéficiaires et leur implication dans les travaux de réalisation. Des comités de gestion ont été mis en place dans les différentes localités autour des ouvrages réalisés par le programme. Chaque ouvrage dispose d'un comité de gestion généralement issu du comité de suivi qui a été mis en place lors de la réalisation des travaux, permettant une meilleure appropriation des investissements par les usagers. Ces comités de suivi ont été formés sur différents aspects de la maintenance.

149. Les ressources financières pour la maintenance proviennent des cotisations des membres. Certaines collectivités budgétisent une ligne pour la prise en charge des frais de maintenance. Un élargissement de la mise en place d'une ligne budgétaire consacrée à la maintenance des infrastructures dans toutes les collectivités serait sans un très bon gage de durabilité. Toutefois, il faut noter que la mise en œuvre effective des principes d'entretien et de gestion durable n'est pas encore totalement acquise sur l'ensemble des sites étant entendu que certaines infrastructures sont en cours de réalisation. En dépit des dispositions déjà prises, les comités de gestion ont encore besoin de renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles.

150. Le mécanisme de subvention dégressive et l'appui à l'accès aux équipements agricoles, ont créés un grand engouement sur le terrain et ont contribué à favoriser l'adhésion des populations à la mise en œuvre des actions du programme pour l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire fondamentalement. Les statistiques indiquent une augmentation des superficies emblavées de 2 103 en 2014 à 12 273 ha en 2015 et sur un total de 21 093 bénéficiaires d'intrants, il y a 49% de femmes. L'approche OP a servi d'effet levier pour l'auto-ciblage des bénéficiaires (hommes, femmes, jeunes des deux sexes, handicapés, PVVIH) et la facilitation de l'accès aux facteurs de production). Elle a contribué à renforcer la participation des bénéficiaires au mécanisme de leur ciblage. La prise en compte des spécificités et des potentialités existantes en matière d'OP et une démarche spécifiée par zone prenant en compte les formes d'organisations (OP et fédération d'OP) et de leur niveau de structuration a contribué à une meilleure capitalisation des acquis des précédentes intervention comme prévu dans le document de base (absence de subvention dégressive au niveau des OP plus structurées par ex dans la région de Matam). Ce mécanisme de ciblage offre la possibilité à certaines catégories de groupes vulnérables (PVVIH, handicapés, veuves et autres), de bénéficier d'un certain nombre d'appuis adaptés répondant à leurs besoins spécifiques.

151. Cependant, le financement des investissements en amont et sur le maillon de la production sans un accompagnement conséquent, bien qu'initié pour d'autres infrastructures marchandes tels que des magasins de stockage ne permettent pas de sécuriser la production, ni de générer des emplois ou de renforcer le pouvoir économique des bénéficiaires dans une vision de durabilité. Les observations faites dans certains villages visités sur le terrain montrent qu'au niveau de plusieurs OP, l'absence de magasin de stockage au-delà des questions de qualité et de bradage des produits, fragilise même la démarche de constitution de stock dont la vente est réservée dans le mécanisme au paiement des frais d'intrants pour la préparation des campagnes suivantes et donc fragilise dans une certaine mesure la durabilité du système d'autofinancement des intrants voulu par le programme dans la mise en place du mécanisme de subvention dégressive en matière d'intrants agricoles pour la production. La mise en place des infrastructures marchandes de valorisation de la production est nécessaire pour garantir la durabilité des acquis du PADAER.

152. Concernant la durabilité en matière de renforcement de l'autonomie des OP, celle-ci exige encore du temps au regard du contexte de la zone d'intervention du programme caractérisée par des OP avec de très faibles capacités, ce qui est différent de la zone d'intervention du PAFA (bassin arachidier) où les OP avaient été appuyés pendant plusieurs années par différents partenaires, y compris le FIDA.. La maîtrise des OP pour la gestion de l'intrant-épargne et l'appropriation du mécanisme par les bénéficiaires demandent du temps. Les producteurs mobilisent difficilement leur cote part et un faible taux des OP font appel au crédit pour le financement de leurs activités. Avec la place prépondérante des partenaires stratégiques dans la mise en œuvre du Programme, les OP n'ont pas encore eu un rôle leur permettant de se positionner correctement pour la prise en charge des implications institutionnelles de la gestion de la SD. Le seul rôle qui leur a été réservé est celui relatif à l'estimation de la demande en intrants de leurs membres, la mobilisation de la participation financière à l'acquisition des intrants et à leur distribution une fois les intrants mis à disposition par Bantaare. Bantaare très et cela laisse peu des places aux OP dans l'exécution du Programme,

nécessaire pour apprendre et améliorer au fur et à mesure leurs capacités institutionnelles et managériales dans la gestion de la fourniture d'intrants à leurs membres. Dans le cas de l'acquisition du matériel agricole, les OP ont une plus grande marge et assure la sélection des MPER avec lesquelles elles veulent travailler, et participe au paiement de la MPER en versant directement leur cote part de leur compte bancaire au compte bancaire de la MPER.

153. Les besoins en formation des agropasteurs au niveau des unités pastorales est encore prégnant. La mise en place des comités de gestion des infrastructures pastorales est décisive pour la durabilité mais le renforcement des capacités des populations dans le domaine de la gestion administrative, financière et technique doit accompagner cette initiative. Le développement d'activités socio-économiques autour des UP ciblant les jeunes et les femmes peut aussi contribuer à la durabilité de ces UP.

Mise à Echelle

154. Les innovations introduites au niveau de la conception et celles générées au cours de la mise en œuvre, en l'occurrence les parcs à vaccination (modèle mixte, tube galvanisés et existence de quais d'embarquement) et des abreuvoirs (design et capacité d'accueil) dans le cadre du renforcement d'UP existantes, hautement appréciées par tous les partenaires, seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP. Sur instructions du Ministre de l'Elevage et des Productions Animales, le Programme pour le Renforcement de la Résilience Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS), le Programme de Développement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire Récurrente au Sahel (DRIARS), et le Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) vont adopter les modèles d'abreuvoirs et de parcs de vaccinations initiés par le PADAER.

155. Les **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Développer au profit des membres des OP des modules de formation axés sur les implications d'un processus des services de développement des affaires	UCP/Partenaire	Continu
Renforcer le partenariat avec les banques et SFD qui disposent de modèles de financements adaptés aux besoins des bénéficiaires du programme en travaillant préalablement sur les données économiques	UCP/IF	Continu
Appuyer les OP de base et leurs faitières à intégrer les tables filière/Coopératives/Collèges riz et maïs pour une mutualisation des moyens et une prise en charge plus efficace de certaines fonctions	UCP	Immédiat

Risques et mitigation

156. Les risques du processus de mise en œuvre, ainsi que les mesures de mitigation, sont :

- i. Une faible capacité de stockage et la mauvaise conservation des récoltes dans les bassins de production ; comme mesure de mitigation accélérer l'appui et la de jeunes entrepreneurs dans les différents bassins de production afin de fournir aux producteurs un meilleur accès aux équipements de transformation et mettre en place les magasins de stockage prévus.
- ii. Une subvention non harmonisée à l'échelle nationale ; une étude sur les différentes subventions appliquées dans les pays aux différentes spéculations devrait être menée. Les résultats de cette étude pourraient faire l'objet du dialogue politique pour l'harmonisation de la subvention.
- iii. Problème de reproductibilité du mécanisme de la subvention dégressive pour l'accès aux intrants ; un effort particulier du programme sur la mise en relation OP/SFD afin de permettre aux producteurs d'accéder plus facilement au crédit.

- iv. Une production qui dépassera vite les capacités de transformation et stockages existants ; comme mesure de mitigation, faciliter l'accès aux équipements motorisés de transformation et de stockage d'une capacité suffisante.

VIII. Aspects fiduciaires⁹

A. Situation d'ensemble

157. La gestion administrative, financière et comptable est satisfaisante avec un taux moyen d'exécution des PTBA de 104,24% au 31/12/2015. Les états financiers 2013 et 2014 ont été envoyés au FIDA respectivement le 30/04/2014 et le 12/04/2015. Il en est de même des rapports d'audit 2013 et 2014 qui ont été transmis le 20/06/2014 et le 18/06/2015, respectant ainsi les différentes échéances de rapportage. Concernant 2015, la mission d'audit initialement prévue en fin mars 2016 a été reportée au mois de mai 2016 à cause de la revue à mi-parcours du Programme. En tout état de cause, la date butoir du 30/06/2016 sera respectée. Globalement, les conclusions des différents audits n'appellent pas d'observation quant à la fiabilité des états financiers fournis. Par ailleurs, à 22 mois de la date d'achèvement du Programme, les taux de décaissement réels relevés sont de 54,34%/FIDA et 63,19%/FFE. En outre, en ce qui concerne la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes et la contribution des bénéficiaires, les taux d'exécution sont respectivement de 60,8% et de 84,1%. Au niveau institutionnel, les différentes réunions du Comité de pilotage ont été organisées pour approuver les PTBA/PPM : i) d'installation et de démarrage du Programme ainsi que celui de 2014 respectivement en juin 2013 et en novembre 2013 à Dakar ; ii) de 2015, en novembre 2014 à Tambacounda. Par ailleurs, en ce qui concerne "l'autorisation préalable du FIDA (Non objection) devant accompagner l'exécution nationale des activités, le délai moyen de traitement des 187 demandes formulées, à date, est de sept (07) jours.

158. Globalement, il a été constaté que les réorientations opérées dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Programme, régulièrement validées par le FIDA au cours des missions de supervision et de suivi, ont très nettement affecté les ressources initialement allouées pour l'atteinte de certains objectifs du Document de Conception du Programme (DCP). Cependant, ces réorientations ont permis au PADAER de : i) s'inscrire de façon performante dans la dynamique de mise en œuvre du PRACAS notamment en matière d'autosuffisance en riz ; ii) réaliser des infrastructures pastorales prenant en compte les préoccupations des bénéficiaires en matière de répartition des ouvrages afin d'assurer un maillage cohérent de la zone d'intervention, de qualité des matériaux utilisés pour garantir leur durabilité et d'approvisionnement en eau potable des populations, en particulier dans la région de Walo où le déficit en eau potable est très sévère.. Ainsi, sur la base des ressources disponibles, le PADAER a établi le catalogue des investissements à réaliser d'ici l'achèvement du Programme dont la mise en œuvre nécessitera une réallocation des ressources du prêt FIDA.

B. Gestion fiduciaire et administrative

159. **Outils de gestion.** Ils ont été mis en place successivement en mars 2013 (manuel des procédures), en décembre 2013 (manuel de suivi-évaluation) et en janvier 2014 (manuel d'exécution). Leur mise en application a permis de créer des conditions opérationnelles d'exécution normée des activités notamment en ce qui concerne les axes et cycles fondamentaux de gestion à travers l'opérationnalisation du système de gestion informatisé des aspects fiduciaires avec l'installation de Tom2PRO en novembre 2013. Il s'y ajoute l'interface entre le Tom2PRO et le système de suivi-évaluation pour l'exploitation des données analytiques notamment en matière de planification des activités du PTBA et du suivi budgétaire. En effet, le PTBA intègre également la planification des coûts des activités. Il est important de noter à ce niveau que les coûts proviennent de l'importation des prévisions et des dépenses du logiciel de gestion financière Tom2PRO.

160. **Immobilisations. Acquisition et gestion.** A date, les immobilisations acquises dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PADAER se chiffrent à 578 981 444 FCFA dont : i) 18 816 280 FCFA/logiciel de gestion ; ii) 153 393 603 FCFA/réhabilitation de locaux ; iii) 75 181 906 FCFA/matériel de bureau ; iv) 44 545 732 FCFA/mobilier de bureau ; v) 52 934 400 FCFA/matériel informatique ; vi) 234 109 523 FCFA/matériel roulant (09 véhicules). En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont

⁹ Les tableaux détaillés sont présentés dans le Document de travail 4.

effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. Le paramétrage du « module immobilisation » du logiciel Tom2PRO est finalisé et la saisie des fiches individuelles en cours. En ce qui concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire. Actuellement, les véhicules de Kédougou et de Kolda sont accidentés avec des dégâts matériels relativement importants. Il faudra prendre toutes les dispositions nécessaires en relation avec l'Agent judiciaire de l'Etat pour accélérer les indemnisations.

161. Carburant. A date, 147 672 litres de carburant (111263501 FCFA) ont été consommés dont : i) 31 041 litres par les six (06) véhicules du PROMER II utilisés par le PADAER en attendant ses propres acquisitions (24 489 912 FCFA) ; ii) 104 249 litres par les neuf (09) véhicules acquis par le Programme (77 447 722 FCFA) ; iii) 12 382 litres par le groupe électrogène (9 325 867 FCFA). Les véhicules actuels du PADAER affichent un kilométrage de 776 018 kms avec une consommation moyenne de 13,43 litres/100 kms.

162. **Gestion du personnel.** Effectif et rémunérations. Le PADAER compte actuellement 41 agents dont 23/siège (10 cadres et 13 agents d'appui) et 18/antennes (06 cadres et 12 agents d'appui). Cet effectif est resté globalement stable et à date, une seule démission, prenant effet à partir du mois d'avril 2016, est enregistrée. Au 29/02/2016, le montant des salaires et indemnités versés au personnel est de 1 737 941,19 DTS/1 369 344 547 FCFA sur une prévision de 1 940 000 DTS (9,60% du montant du prêt/FIDA), soit environ un taux de décaissement de 89,58%. Les ressources supplémentaires nécessaires sur cette catégorie jusqu'à l'achèvement/clôture du Programme se chiffrent à environ 1 417 886 909 FCFA/1 723 865,28 DTS (1DTS = 822,5044741 FCFA). Cette allocation complémentaire portera la catégorie à 3 461 806,47 DTS, soit 17,13% du montant du prêt/FIDA. En matière de couverture médicale du personnel, le coût de l'assurance maladie est pris en charge par la contrepartie. A date, un montant de 29 399 383 FCFA a été mobilisé.

163. Frais de mission. Au 29/02/2016, le Programme a enregistré 5 258 nuitées de missions, dont 5 056 missions à l'intérieur du pays pour 177 118 889 FCFA et 202 nuitées de mission à l'extérieur du pays pour un montant de 33 235 966 FCFA. 4 632 nuitées de 170 323 329 FCFA concernent le personnel du Programme et 626 nuitées de 40 031 526 FCFA, les bénéficiaires et autres agents de l'Etat. Le montant total se chiffre à 210 354 855 FCFA dont 29 943 045 FCFA imputés à la catégorie V « Salaires et Indemnités » et, 183 411 810 FCFA imputés aux autres catégories.

164. Suivi des formations de l'UCP. Au 29/02/2016, 16 formations ont été réalisées pour un montant global de 71 982 284 FCFA. Elles ont concerné les thèmes suivants : (i) Initiation sur les procédures du FIDA ; (ii) Team building et esprit d'équipe ; (iii) Comptabilité et gestion financière des projets et programmes de développement ; (iv) Genre et inclusion ; (v) Capitalisation ; (v) Système de gestion des marchés publics (SYGMAP) ; (vi) Suivi-évaluation des Projets et Programmes de développement.

165. Évaluation du personnel. Le rapport d'évaluation des performances du personnel en fonction des objectifs et des résultats atteints pour 2014 est disponible et n'est pas encore transmis au FIDA. Pour ce qui concerne 2015, le processus est en cours et sera finalisé avant le 31/05/2016. Les fiches d'objectifs pour 2016 seront élaborées sur la base des orientations de la revue à mi-parcours annexées dans le PTBA 2016.

166. **Planification et gestion budgétaire.** Processus de planification. Globalement, le processus d'élaboration et d'approbation des PTBA s'est déroulé correctement. Les PTBA 2014 et 2015 ont été transmis avec 30 jours de retard en moyenne avec un délai moyen de non objection de 24 jours. La version finale du PTBA 2016 qui sera élaboré sur la base des orientations de la revue à mi-parcours sera disponible en avril 2016. Pour rappel, la date de transmission des PTBA conformément à l'accord de prêt est le 31/10 de l'année N-1 pour l'année N. Les réalisations cumulées au 31/12/2015 se chiffrent à 11 621 293 131 FCFA par rapport au cumul des prévisions de 11 148 520 318 FCFA, soit un taux moyen d'exécution exceptionnel de 104,24%. Les taux d'exécution par bailleur sur la période sous revue sont en moyenne respectivement de 116,04%/FIDA ; 96,15%/FFE ; 64,63%/Etat ; 68,37%/Bénéficiaires. A titre de rappel, les taux annuels d'exécution des PTBA sont de : 92,97%/2013 ; 89,59%/2014 et 113,53%/2015. Ces différents niveaux d'exécution attestent une bonne planification de la réalisation des activités du Programme.

167. PTBA/PPM 2015. Au 31/12/15, le montant total exécuté est de 7 555 807 340 FCFA pour une prévision de 6 655 900 979 FCFA, soit un taux d'exécution de 113,53%. Les taux par bailleur sont de

130,11%/FIDA, 95,55%/FFE, 70,22%/ETAT et 71,92%/Bénéficiaires. Les taux par composante sont de : 116,46%/composante A ; 67,91%/composante B et 131,54%/composante C.

168. PTBA/PPM 2016. Le PTBA 2016 est en cours de finalisation sur la base des ressources résiduelles et en tenant compte du catalogue des investissements à réaliser jusqu'à l'achèvement/clôture du Programme validé par la mission de revue à mi-parcours. Le montant provisoire de ce PTBA est de 7 968 618 001 FCFA dont 4 817 269 693 FCFA/FIDA (60,45%) ; 1 983 517 713 FCFA/FFE (24,89%) ; 862 749 287 FCFA/ETAT (10,83%) ; 305 081 308 FCFA/Bénéficiaires (3,83%). Les prévisions par composante sont de : 5 365 294 822 FCFA/composante A (67,33%) ; 1 504 521 240 FCFA/composante B (18,88%) et 1 098 801 939 FCFA/composante C (13,79%).

169. Au 29/02/16, à part la prise en charge des activités de coordination et des charges récurrentes pour 183 250 035 FCFA, l'essentiel de la mise en œuvre concerne des reports d'activités du PTBA 2015 et des anticipations de 2016 qui sont en cours d'exécution. Les reports concernent les éléments suivants : i) étude, contrôle et supervision des travaux de réhabilitation des bas-fonds (3 105 720 FCFA) ; ii) étude, supervision des travaux d'aménagements parcellaires (15 936 679 FCFA) ; iii) étude, contrôle des périmètres horticoles (17 469 860 FCFA) ; iv) étude géotechnique (3 255 800 FCFA) ; v) étude, contrôle, supervision des nouvelles unités pastorales (21 836 062 FCFA) ; vi) construction d'antennes et abreuvoirs (110 168 409 FCFA) ; vii) étude et supervision des travaux d'infrastructures marchandes (11 894 097 FCFA) ; viii) construction de parcs à vaccination (34 936 396 FCFA). En ce qui concerne les anticipations, il s'agit des activités ci-après : i) reprise de planage sur 500 ha (205 289 500 FCFA) ; ii) travaux de DRS/CRS (27 627 600 FCFA) ; iii) équipements agricoles (43 462 736 FCFA) ; iv) appui conseil aux producteurs (36 440 185 FCFA) ; v) accompagnement des MPERS (49 913 300 FCFA) ; vi) accompagnement des OP (19 943 479 FCFA). Il résulte de ce qui précède que la durée d'exécution significative du PTBA sera d'environ huit (08) mois. Il est important de le finaliser et de le soumettre aux instances d'approbation (Comité de pilotage et FIDA) avant le 30/04/2016.

C. Gestion financière et décaissements

170. Rappel. L'accord de financement des prêts 843-SN/FIDA et E-2-SN/FFE a été signé le 12/10/2011 avec une mise en vigueur à la même date. Les premiers décaissements pour l'alimentation des comptes désignés ont été effectués le 26/06/2013 pour le FIDA (800 000 000 FCFA) et le 01/12/2013 pour le FFE (350 000 000 FCFA), soit respectivement 20 et 22 mois après la mise en vigueur de l'accord de financement. Malgré ces retards relativement importants, le Programme a enregistré au 29/02/16 des taux de décaissement réels acceptables.

171. Déboursments/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 45 718 milliers de USD dont : 32 330 USD/prêt FIDA ; 10 092 USD/FFE ; 2 677 USD/Etat ; 619 USD/Bénéficiaires. Au 29/02/2016, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 26 647,2 milliers USD, soit un taux d'exécution global de 58,29%. Les déboursments (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt/FIDA/18 609,3 USD (57, 6%) ; prêt/FFE/5 889,3 USD (58,4%) ; Etat/1 628,4 USD (60,8%) et Bénéficiaires/520,29 USD (84,1%). A la même date, les déboursments et les taux de décaissement par composante sont de : 17 199,4 USD/composante A (76,76%) ; 2 310,2 USD/composante B (14,01%) ; 7 137,6 USD/composante C (104,67%).

172. Décaissements Prêt/FIDA. Les décaissements ont porté sur : i) vingt (20) DRF de 6 131 920 140 FCFA/7 703 400,20 DTS, soit en moyenne 306 596 007 FCFA/385 170,01 DTS par DRF ; ii) six (06) DPD de 2 711 681 709 FCFA/3 273 106,79 DTS soit 135 584 085 FCFA/545 517,79 DTS par DPD. Le taux réel de décaissement à la DRF 26 est de 54,34% "modérément satisfaisant" selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA) dont le mode de calcul est basé sur la date de mise en vigueur du prêt. Avec la prise en compte des DRF 27 en instance de paiement au FIDA (170 836 938 FCFA/207 703,35 DTS) et 28 en préparation (383 238 657 FCFA/465 941,12 DTS), ce taux pourra atteindre à 57,67%. A titre informatif, le délai de mobilisation des ressources du prêt FIDA sur les 26 DRF/DPD payées est d'environ 36 jours (date d'envoi de l'UCP/date de crédit du compte désigné).

173. Décaissements Prêt/FFS. Il s'agit de : i) 02 DRF de 431 365 779 FCFA/657 612,89 Euros dont la DRF de dotation initiale 350 millions ; ii) 12 DPD de 2 469 903 818 FCFA/3 765 344,09 DTS (205 825 318 FCFA/313 778,67 Euros par DPD). Le taux réel de décaissement à la DRF est de 63,19% (satisfaisant selon le PDP/FIDA). Il sera porté à environ 64,77% en tenant compte de la DRF 14 en

préparation d'un montant de 72 829 989 FCFA. Le délai de mobilisation des ressources du prêt FFS est d'environ 40 jours (date d'envoi de l'UCP/date de crédit du compte désigné).

174. Réallocation des ressources du prêt/FIDA. Le catalogue des investissements à réaliser d'ici à l'achèvement/clôture du Projet va nécessiter une réallocation des ressources basée sur les éléments suivants :

- ✓ Catégorie I « Génie civil et Rural ». Le taux de décaissement de cette catégorie à la DRF 28 en préparation est de 27,50%. Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 3 405 478,26 DTS par rapport à un solde actuel de 6 271 474,41 DTS, soit un surplus potentiel de 2 865 996 DTS.
- ✓ Catégorie II « Équipements, intrants et MT ». Le taux de décaissement à la DRF 28 est de 101,75 % : Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 2 900 893,16 DTS par rapport à un solde actuel de - 66 360,84 DTS, soit un déficit potentiel de 2 967 254 DTS constitué des éléments suivants : i) intrants agricoles 2016/2017 (2 011 223 795 FCFA/2 445 243,59 DTS) ; ii) équipements agricoles (278 092 411 FCFA/338 104,44 DTS) ; iii) engagements actuels (96 681 397 FCFA/ 117 545,13 DTS) ; iv) déficit actuel de la catégorie (54 582 087 FCFA/66 360,84 DTS). La mise à niveau se fera avec le surplus de la catégorie I (2 865 996 DTS) et une partie de la catégorie VI (101 258 DTS).
- ✓ Catégorie III « Étude, formation, information et assistance technique ». Le taux de décaissement à la DRF 28 est de 78,92%. Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 1 064 156,66 DTS par rapport à un solde actuel de 556 548,06 DTS soit un déficit de 507 609 DTS à financer à partir du non alloué.
- ✓ Catégorie IV « Prestataires de services ». Le taux de décaissement à la DRF 28 est de 44,15 %. Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 253 402,87 DTS par rapport à un solde actuel de 251 341,22 DTS soit un déficit de 2 061,65 DTS à financer à partir du fonctionnement.
- ✓ Catégorie V « Salaires et indemnités ». Le taux de décaissement à la DRF 28 est de 89,58%. Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 1 741 679,16 DTS par rapport à un solde actuel de 202 058,81 DTS soit un déficit de 1 539 620,35 à financer sur le non alloué.
- ✓ Catégorie VI « Fonctionnement ». Le taux de décaissement à la DRF 28 est de 45,88%. Les ressources prévisionnelles nécessaires se chiffrent à 248 295,36 DTS par rapport à un solde actuel de 378 844,12 DTS, soit un surplus potentiel de 130 548,76 DTS.
- ✓ Catégorie VII « Non alloué ». Le montant du non alloué se chiffre à 2 020 000 DTS. Il est utilisé pour financer les catégories III et V.

175. Compte désigné/FIDA. Le rapprochement du compte désigné au 29/02/2016 met en évidence un montant reconstitué de 800 070 000 FCFA, pour une dotation initiale de 800 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 70 000 FCFA (0,01% du CD), relatif au paiement par la banque d'un montant 557 500 F pour un chèque de 577 500 F et d'un montant de 50 000 FCFA crédité par erreur dans le compte du PADAER. La régularisation de ces situations est en cours. La trésorerie disponible en banques/caisses est de 239 619 705 FCFA (29,95% du CD). La DRF 27 d'un montant de 170 836 938 FCFA (21,35% du CD) est en instance de paiement au FIDA. La DRF 28 de 383 238 657 FCFA (47,90% du CD) est en préparation au niveau de l'UCP et les montants sortis du compte spécial en cours de justification se chiffrent à 6 374 700 FCFA (0,8% du CD).

176. Compte désigné/FFE. Le rapprochement du compte désigné au 29/02/2016 met en évidence un montant reconstitué de 350 000 000 FCFA égal à la dotation initiale (aucun écart n'est constaté). La trésorerie disponible en banques est de 277 170 011 FCFA (79,19% du CD). Le montant éligible, en attente de la DRF 14, est de 72 829 989 FCFA (20,80% du CD).

177. Alimentation des sous-comptes de programme/antennes. A date, sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activités, 510 429 943 FCFA ont été virés aux antennes pour la conduite des opérations dont : 231 668 453 FCFA/Kédougou ; 187 012 900 FCFA/Kolda et 91 748 590/Matam. Au 29/02/2016, un montant de 483 398 184 FCFA a été dépensé et justifié dont :

213 266 809 FCFA/Kédougou ; 186 128 222 FCFA/Kolda et 84 003 153 FCFA/Matam. Les soldes résiduels correspondant aux montants non encore dépensés sont de 27 031 759 FCFA dont : 18 401 644 FCFA/Kédougou ; 884 678 FCFA/Kolda et 7 745 437 FCFA/Matam.

178. Trésorerie disponible. Au 29/02/2016, le disponible en caisses/banques (siège/antennes), sur le financement FIDA est de 239 619 705 FCFA dont : 754 100 FCFA/CNCAS DAKAR ; 211 638 266 FCFA/CNCAS/Tamba ; 680 148 FCFA/CNCAS/Kolda ; 16 901 644 FCFA/CNCAS/Kédougou ; 7 056 970 FCFA/CNCAS/Matam et 2 588 577 FCFA/caisses/siège et antennes. Les ressources disponibles sur le financement FFE sont de 277 170 011 FCFA dont 9 978 940 FCFA/SGBS Dakar et 267 191 071 FCFA/SGBS Tambacounda. Les dettes et engagements échus se chiffrent à 200 035 311 FCFA.

179. Financement de la contrepartie. Les prévisions en matière de contrepartie exclusivement exprimées en taxes sur la durée du Programme sont fixées dans l'accord de financement à environ 8 664 000 USD. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme. La comparaison de ce montant à celui du plan de financement du DCP 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) met en évidence un écart qu'il faut corriger en maintenant le chiffre du plan de financement. A date, les réalisations en matière de taxes sur les PTBA 2013, 2014, 2015 se chiffrent à 787 307 097 FCFA (environ 1 606 749 USD), soit 63,90% des prévisions des PTBA et 60,8% du montant des taxes du plan de financement.

180. Contribution des Bénéficiaires. Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les intrants, matériels agricoles, les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures. Au 29/02/16, la contribution des bénéficiaires comptabilisée est de 263 023 479 FCFA au titre des intrants pour les campagnes 2014/2015 et 2015/2016, l'aménagement PISO de Kédougou, l'assurance agricole, le labour et l'acquisition de bâches : (Kolda/99 109 112 FCFA ; Kédougou/71 157 062 FCFA et Tambacounda/91 879 771 FCFA). Cependant, la contribution de 10%, sur les subventions d'équipements déjà octroyées pour un montant total de 171 903 135 FCFA n'est pas encore formalisée. Il en est de même de celle attendue de la réalisation d'infrastructures. Ces deux questions devront être nécessairement régularisées; Pour le moment, le montant de la contribution des bénéficiaires comptabilisé concerne essentiellement les subventions en intrants qui n'étaient pas prévus dans le DCP. En tout état de cause, cette contribution représente 86,6% de la contribution attendue sur la durée du Programme.

181. Formations des bénéficiaires. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le PADAER a organisé 253 sessions de formations sur 27 thèmes au profit de 8 623 bénéficiaires dont 4 474 femmes adultes/jeunes (50,71%). Le nombre de jeunes hommes/femmes ayant participé à ces formations est de 2 192 soit 25,42%. Les ressources qui ont été allouées à ces formations se chiffrent à 154 310 006 FCFA.

182. Visites d'échanges. Cinq (5) visites d'échanges ont été organisées pour 279 bénéficiaires dont 124 femmes (44,45%) pour un montant total de 34 211 264 FCFA. Par ailleurs, le PADAER a participé à cinq (05) foires et salons dont deux (02) techno-foires organisées à Kolda et Kédougou, par le projet USAID Yaaajeende, deux (02) foires internationales de l'Agriculture et des ressources animales (FIARA) organisée par la CNCR à Dakar et un (01) Salon International de l'Agriculture organisé à Paris au mois de février 2016. Ces rencontres ont mobilisé 51 bénéficiaires dont 27 femmes (52,95%) pour un montant total de 110 203 171 FCFA (dont 60 432 829 FCFA/SIA Paris). Elles ont permis aux MPER et organisations de producteurs de nouer des relations et d'enregistrer des commandes dans le but d'augmenter leurs chiffres d'affaires, mais également au PADAER de partager ses performances enregistrées.

183. Dispositions de l'Accord de financement. Passation des marchés. Le registre des contrats est à jour de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». Au 29/02/2016, le nombre total de contrats conclus par le PADAER est de 197 pour un montant HTVA de 3 396 531 533 FCFA dont : i) 123 marchés de prestations intellectuelles (62%) 1 178 604 478 FCFA (35%) ; ii) 20 marchés de fournitures, de biens ou d'équipements (10%) 247 152 557 FCFA (7%) ; iii) 09 marchés de services courants (5%) 59 547 625 FCFA (2%) ; iv) 45 marchés de travaux (23%) 1 911 226 873 FCFA (56%). Le montant total décaissé à date est de 2 342 376 839 FCFA (68,97%) dont 897 551 903 FCFA de marchés complètement réalisés et 1 444 824 936 FCFA de marchés en cours de réalisation. En ce qui concerne le PPM 2016, il sera finalisé en même temps que le PTBA. Sa revue sera effectuée lors de la prochaine mission de supervision. A titre de rappel, les revues effectuées lors des missions précédentes avec comme objectifs de s'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives constitutives des dossiers de passation

des marchés/contractualisation et de leur auditabilité, n'ont pas formulé d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA.

184. Protocoles et conventions. Le montant des conventions avec les partenaires stratégiques ainsi que les protocoles d'exécution y relatifs au 29/02/2016 s'élève à 6 487 156 461 FCFA dont : i) Bamtaare, au titre des aménagements/2 729 194 242 FCFA (Kédougou/653 170 984 FCFA ; Kolda/1 434 501 720 FCFA et Tamba/641 521 538 FCFA) et au titre des intrants/1 881 987 697 FCFA (509 350 913 FCFA/Kédougou ; 812 658 900 FCFA/Kolda et 559 977 884 FCFA/Tambacounda) ; ii) ANCAR/ 140 984 162 FCFA (Tamba/93 011 900 FCFA ; Matam/47 972 262 FCFA) ; iii) PAPIL/299 061 100 FCFA (Kédougou/244 672 750 et Kolda/54 388 350 FCFA) ; iv) SAED Matam/753 027 900 FCFA ; v) CSE/Matam 167 750 000 FCFA ; vi) INP/135 824 300 FCFA (Kédougou, 67 543 200 FCFA ; Kolda/32 810 100 FCFA et Tamba/35 471 000 FCFA) ; vii) DRDR/84 110 460 FCFA (Kédougou/35 439 480 FCFA, Tambacounda/24 747 100 FCFA, Kolda/13 083 000 FCFA et Matam/10 840 880 FCFA) ; viii) PPC PNDL/108 559 496 FCFA ; ix) IREF/44 402 000 FCFA (Kédougou/26 268 000 FCFA ; Tamba/18 134 000 FCFA) ; x) BIOESSENCE/119 500 000 FCFA ; xi) WHEPSA/9 246 000 FCFA ; xii) Djibril SENE/13 509 104 FCFA . La situation des protocoles fait apparaître une exécution financière de 5 214 014 564 FCFA correspondant à un taux de réalisation de 80.37%.

185. S'agissant de la SAED, les travaux d'aménagement de périmètres rizicoles qui lui sont confiés dans le cadre du partenariat stratégique portent sur une superficie totale de 700 ha pour un budget prévisionnel global de 753 027 900 FCFA HTVA dont 655 130 900 FCFA décaissés, soit 86,99%. Il s'agit principalement de i) de la réhabilitation avec reprise du planage sur 700 ha de périmètres irrigués villageois (PIV) ; ii) du développement du système de riziculture intensif (SRI) sur une superficie de 200 ha de PIV ayant déjà fait l'objet de la reprise de planage. La réception des travaux initialement prévue en décembre 2015 sera effectuée avant le 31 mai 2016. En outre, dans le cadre de ce partenariat, l'acquisition des six (06) Groupes Moto Pompes au profit des OP producteurs de riz, dans la vallée du Fleuve Sénégal, pour un montant HTVA de 117 258 960 FCFA compris dans le budget est en cours. Le montant déjà payé est de 47 076 960 FCFA.

186. États Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF n° 21, 23, et 26 en fonction du respect du seuil unique de 20 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses (261 pièces sur 782) ont été passées en revue. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Cet examen n'appelle pas d'observation particulière dans l'ensemble. Cependant, le seuil actuel des ECD de 20 000 USD apparaît faible en vue de la bonne qualité de la gestion financière du Programme. En rapport avec ce qui précède, il paraît utile de relever le seuil des ECD pour le porter à 75 000 USD. A cet égard, il faut rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.

187. Subventions. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, des subventions en intrants et en matériels agricoles ont été octroyées aux organisations paysannes. Pour les intrants, la subvention est dégressive sur trois (3) années avec des taux respectifs de 90%, 70% et 50%. En ce qui concerne le matériel agricole, il s'agit d'une subvention à hauteur de 90% sur la base de l'acquisition d'un lot unique d'équipements en fonction des activités menées. A date, pour les besoins de la campagne 2015/2016, un montant de 1 600 164 125 FCFA a été facturé par le partenaire stratégique Bamtaare en semences et intrants pour les zones de Kolda, Kédougou et Tambacounda dont semences riz/816 031 975 FCFA, semences maïs/761 070 050 FCFA, Mil/19 367 500 FCFA et Fonio/3 694 600 FCFA. Pour rappel, 171 903 135 FCFA ont été versés aux OP de Kolda, Kédougou et Tambacounda pour les subventions d'équipements (35 551 000 FCFA/Kolda, 74 182 138 FCFA/Kédougou et 62 169 997 FCFA/Tambacounda). La subvention d'un montant de 752 960 893 FCFA dont 7 455 058 FCFA de frais de gestion a été reçue du FIDA à travers un protocole avec Bamtaare pour l'acquisition des équipements de récolte (faucheuses, batteuse,) et de post récolte (décortiqueuse, égreneuse). A date, le montant déjà mobilisé par Bamtaare est de 210 244 200 FCFA correspondant au financement de 108 OP sur les 113 que compte la région de Tambacounda. Pour Kédougou et Kolda, les OP seront financées collectivement au niveau des fédérations.

D. Comptabilité, audit, supervision

188. **Comptabilité. Comptabilité 2015.** Les états comptables 2015 sont finalisés et les principaux extrants vérifiables sont disponibles (grands livres général et analytique, balances générale et analytique, analyses des principaux comptes). Les états financiers sont en cours d'élaboration et seront transmis au FIDA avant l'échéance du 30/04/2016.

189. **Comptabilité 2016.** La comptabilité de 2016 est à jour au 29/02/2016. En outre, les rapprochements bancaires mensuels des comptes sont élaborés (CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tambacounda, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tambacounda). Aucune écriture en suspens de plus de 30 jours n'est relevée. Enfin, les diverses opérations de caisse du 01/10/2015 au 29/02/2016 ont été examinées et les dépassements relevés en matière de dépense unitaire maximale concernent des situations particulières maîtrisées d'organisation d'ateliers et de séminaires.

190. **Audit des comptes.** Les comptes du Programme ont été régulièrement certifiés sans réserve. Les états financiers présentent fidèlement, pour tout élément de caractère significatif la position financière du PADAER ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour chaque exercice achevé conformément au SYCOHADA et aux directives du FIDA. En outre, les pièces justificatives appropriées relatives aux états certifiés des dépenses, ont été conservées à l'appui des demandes de remboursement des dépenses encourues qui sont admissibles au titre des financements du Programme. Par ailleurs, les quelques observations formulées par l'auditeur en matière de revue du contrôle interne ont été prises en compte. Enfin, la mission d'audit des comptes 2015 démarrera en début mai 2016 et le rapport sera transmis au FIDA au plus tard le 15/06/2016.

191. **Suivi/Supervision.** A part le relèvement du seuil des ECD, toutes les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été prises en charge de façon satisfaisante.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Prendre toutes les dispositions nécessaires en relation avec l'Agent judiciaire de l'Etat pour accélérer les indemnités relatives aux véhicules accidentés de Kédougou et Kolda.	COORD/RAF	31/07/2016
Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2014 au FIDA	COORD	30/04/2016
Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	COORD	30/06/2016
Finaliser et soumettre le PTBA/PPM 2016 aux instances d'approbation (Comité de pilotage et FIDA).	COORD/RSE	30/04/2016
Préparer et transmettre la demande de réallocation des ressources du Programme au FIDA	COORD/MEF	31/05/2016
Régulariser avec la banque CNCAS Tambacounda l'écart de reconstitution du compte spécial de 70 000 F en plus	COORD/RAF/CP T	31/05/2016
Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	Equipe du Programme	31/07/2016
Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	FIDA	31/07/2016
Transmettre les états financiers 2015 au FIDA	COORD/RAF	30/04/2016
Transmettre le rapport d'audit 2015 au FIDA	COORD/RAF	15/06/2016

E. Conclusion

192. A vingt mois de sa date d'achèvement, les appuis du programme ont produit des résultats significatifs en matières d'amélioration des rendements, d'augmentation de la production (riz et maïs en particulier) et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ceci grâce principalement à l'accès facilité aux semences certifiées de qualité et aux autres facteurs de production et à l'accès facilité au conseil agricole à travers le développement des partenariats pour le renforcement de la capacité de l'appui-conseil. L'atteinte de ces bons résultats est également due à la mise en place des

aménagements hydro-agricoles et des infrastructures pastorales dont les effets induits ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers le désenclavement des villages et l'accès à l'eau potable. Cependant, avec l'atteinte de bons résultats en matière de production agricole, les aspects post-récoltes (stockage et commercialisation) ne sont pas encore bien développés et méritent de ce fait d'être plus renforcés d'ici la date d'achèvement du programme afin d'améliorer la valorisation de la production agricole et ainsi augmenter les revenus des producteurs et par là améliorer leur contribution à l'achat des intrants agricoles.

193. Les OP travaillant avec le PADAER sont en majorité de naissance récentes, ont de faibles capacités et demeurent ainsi encore fragiles. Elles auront besoin d'être soutenues encore même après la fin de la subvention du projet. La situation est différente des OP de la région du PAFA qui ont eu divers appuis de façon soutenue pendant plusieurs années.

194. Le système d'apport en nature et la prestation de services avec les équipements agricoles acquis sont principalement les mécanismes retenus par les OP pour continuer le financement de la production. Sur le terrain, on observe de différences en matière de dynamique organisationnelle des OP. Il apparaît de manière nette que le renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance, de la dynamique organisationnelle, de la gestion financière sont encore nécessaires pour un très grand nombre d'OP. Cependant, on note clairement que les ménages accompagnés par le PADAER ont fait des progrès indéniables dans l'amélioration de leur situation alimentaire et pour certains de leurs revenus.

195. Au cours de ses deux années et demi de mise en œuvre effective sur le terrain, il a été nécessaire de s'adapter aux réalités locales et aux nouveaux défis et priorités de l'Etat. C'est cela qui fait qu'à mi-chemin de son exécution, les prévisions du DCP diffèrent relativement des résultats obtenus. Les modifications opérées au PADAER étaient nécessaires et pleinement justifiées dans ces conditions. Et pour rester en parfaite harmonie et en cohérence avec les priorités de l'Etat en matière de développement agricole, il faudrait non seulement poursuivre dans ce sens mais aussi rechercher des financements additionnels pour répondre à la pressante demande en matière d'aménagements hydro agricoles toute forme confondues (nouveaux périmètres à Matam, nouveaux bas – fonds). Il en est de même pour ce qui concerne les infrastructures pastorales qui ont besoin de financements supplémentaires pour arriver à réaliser tout ce qui était prévu dans le DCP.

196. L'appui du Programme au suivi et évaluation sectoriel du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural qui, à ce jour n'est pas beaucoup avancé, devra être accéléré en partenariat avec le programme PAPA sur financement USAID.

197. Au regard du niveau actuel de décaissement, la poursuite des activités du programme d'ici la date d'achèvement va nécessiter une réallocation des ressources du prêt du Programme ainsi que des ressources additionnelles.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Projet 1614 [1100001614] Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614 [1100001614]	No. du prêt/don DSF	1000004092, 1000004093
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	12/04/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	03/11/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	45.71	58,29
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33	57,6
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33	57,6
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2017	Dernier audit	18/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2017			Financement national total	9.29	65,19
Clôture	30/06/2018			Bénéficiaires	0.62	84
Nbre de prolongations	0			National Govern	2.67	60,8
				Cofinancement total externes	10.09	58,4
				Spanish Fund	10.09	58,4

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion	5	4	1. Qualité de la gestion du	4	5

financière			projet		
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	4	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	4	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	4
2. Valorisation et mise en marché	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	4

B.5 Justification des notes

27 937 ménages ruraux pauvres bénéficiaires directs ont été atteints, soit 54% des objectifs du DCP, qui correspondent à 279 370 bénéficiaires directs entraînant une augmentation de la productivité, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus. La production est passée de 5 681 T pour une superficie de 2 208 ha en 2014/2015 à 35 481 T (céréales et niébé) sur 12 273 ha en 2015/2016 soit une hausse de 455,8% en termes de superficie et de 524,6% en termes de production.

Les 35 259 T de céréales récoltes permet d'assurer les besoins céréaliers annuel de 190 589 personnes ou 19 058 ménages ruraux (Norme FAO: 185 kg/personne/an). La valeur marchande de cette production est de 5 240 486 800 FCFA. Il faut noter qu'à la dernière campagne, les OP ont autoconsommé 79% du surplus de leurs productions.

Un paquet technique (intrants, équipements, appuis conseils et formation) fourni à 38 286 producteurs dont 59% femmes, soit un taux de réalisation de 77% par rapport aux objectifs du DCP.

Des aménagements sur 1 228,5 ha de superficies riz cultivables et horticoles, soit 54% des objectifs du DCP, y compris des innovations développées: prise en compte du désenclavement des villages lors de la réalisation des aménagements, modèle de parc à vaccination et d'abreuvoirs en cours de standardisation par le MEPA et l'introduction du riz de plateau. Certaines innovations sont en train d'être capitalisées et mises à l'échelle. Malgré les retards initiaux enregistrés, le taux d'exécution physique des PTBA est assez positive: 94,58% de 2013, 85,60% de 2014 et 99,13% de 2015.

Le SSE a évolué depuis la dernière mission: mise à jour, gestion des bases de données (OP, MPER, etc.) et l'édition des outils de pilotage. Le SSE est fonctionnel et développé sous environnement web. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique. A la planification, il est fait en sorte que

les activités programmées puissent permettre des décaissements acceptables relativement aux périodes. Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil maîtrisé parfaitement par le PADAER. Le logiciel est à jour et les tableaux de suivi du PTBA sont édités et utilisés pour le pilotage. La gestion administrative, financière et comptable est satisfaisante; le taux moyen d'exécution des PTBA de 104,24% au 31/12/2015. Les taux annuels d'exécution des PTBA sont de : 92,97%/2013 ; 89,59%/2014 et 113,53%/2015. Ce qui atteste d'une bonne planification de la réalisation et d'une cohérence dans la mise en œuvre. Les EF 2013 et 2014 et les rapports d'audits ont été envoyés au FIDA dans les délais. L'audit initialement prévue en fin mars 2016 a été reportée à mai 2016 à cause de la RMP. Les conclusions des différents audits n'appellent pas d'observation quant à la fiabilité des états financiers fournis. A 22 mois de l'achèvement, les taux de décaissement relevés sont de 54,34%/FIDA et 63,19%/FFE ; la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes et celle des bénéficiaires, ont des taux d'exécution de 60,8% et 84,1%. La passation des marches n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Au niveau institutionnel, les différentes réunions du Comité de pilotage ont été organisées pour approuver les PTBA/PPM.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

D'une façon générale, le PADAER a atteint des résultats assez satisfaisants malgré un retard de 20 mois enregistré. Le PADAER a touché directement 27 937 ruraux vulnérables (environ 279 370 personnes : 54% femmes et 32% jeunes) soit 54% de l'objectif global. Le conseil de proximité mis en place et l'adoption de bonnes pratiques agricoles a permis une meilleure compréhension du système de subvention dégressive, facilitant ainsi la disponibilité des contributions des 911 OP bénéficiaires. La stratégie mise en place basée sur le partenariat public/privé (OP/MPER) permet d'accroître les capacités de traitement récolte, post-récolte (fauchage, battage, égrenage, décorticage) avec l'utilisation d'unités mobiles plus accessibles aux OP. Ainsi, pour la commercialisation du surplus de production, 4 009 T de céréales ont été commercialisées pour une valeur 606 013 865 FCFA. Il faut noter que la réalisation des augmentations significatives de la production agricole couplée des objectifs de mise en marche doit être accompagnée par une augmentation de la capacité de stockage et transformation. En ce qui concerne 2015/2016, la production est de 35 259 T de céréales qui permettent de couvrir les besoins alimentaires annuels de 190 589 personnes¹⁰. La production additionnelle de 222,39 T de niébé permet d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages et surtout des enfants de moins 5 ans. Le système, grâce surtout au logiciel RUCHE, offre une plus grande facilité dans l'édition des états de sortie (la fonctionnalité éditeur d'états est disponible dans le logiciel). Pour autant, les deux principaux états de sortie utilisés dans le pilotage (Tableau de suivi du PTBA, tableau de bord des indicateurs) sont régulièrement produits sans aucune difficulté.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les réalisations du programme ont contribué sans doute à la réduction de la vulnérabilité et à une amélioration significative de la sécurité alimentaire. A la mi-parcours des progrès sont réalisés dans la création de revenus et d'emplois durables. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas encore d'estimer l'impact sur l'augmentation des revenus des ménages ruraux et la durabilité des emplois créés. La création d'emplois chez les MPER a évolué de façon significative passant de 168 emplois en 2014 à 896 emplois en 2015 soit une évolution de 433%. La mise en relation entre OP et MPER (fabricants de matériels aratoires) a permis à 136 OP de commander 1084 unités auprès de 06 MPER pour une valeur de 134 070 000 FCFA. Le nombre de ménages appuyés est passé de 10 775 en 2014 à 27 937 ménages en 2015 soit une évolution de 159%. Les ménages investissent

¹⁰Normes FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne

dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. L'installation d'abreuvoirs de type nouveau et de bornes fontaines a permis l'accès à l'eau, aux populations et au bétail dans la zone sylvopastorale..

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La gestion administrative, financière et comptable est satisfaisante avec un taux moyen d'exécution des PTBA de 104,24% au 31/12/2015. Les états financiers 2013 et 2014 ont été envoyés au FIDA dans les délais requis respectivement le 30/04/2014 et le 12/04/2015. Il en est de même des rapports d'audit 2013 et 2014 qui ont été transmis dans les délais requis le 20/06/2014 et le 18/06/2015. Les taux de décaissement réels au 29/02/2016 est de 54,34%/FIDA et 63,19%/FSP. Avec la prise en compte des dépenses en attente de remboursement par le FIDA, les taux seront de 57,67%/FIDA ; 64,77%FSP.
Avancement de l'exécution du projet	L'avancement de l'exécution du projet dans le domaine de la réalisation de résultats physiques (production agricole et aménagements hydro agricoles principalement) est satisfaisant. En effet, avec le paquet technique offert (intrants agricoles, équipements conseil de proximité, coaching commercial), l'objectif de production est en phase d'être atteint et celui de commercialisation est en phase d'initiation nécessitant encore d'efforts. L'avancement de l'exécution du programme dans le domaine de la professionnalisation des OP, nécessite encore des efforts de la part du PADAER.
Produits et réalisations	Les risques sont plutôt liés au non-respect des délais de livraison des aménagements et infrastructures par les entreprises. La capacité des partenaires stratégiques à pouvoir accompagner le PADAER à accélérer sa mise en œuvre au regard de 20 mois de retard de mise œuvre et d'apporter en même temps une contribution significative au Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture au Sénégal (PRACAS)
Durabilité	A ce stade, des dispositions sont prises, mais leur mise en œuvre doivent être renforcées et continues, pour réduire les risques de déperdition compte tenu du contexte difficile et dans la mesure où le Programme est en train d'appuyer l'organisation, le renforcement des capacités des bénéficiaires et de leurs organisations et des autres acteurs. La mise en œuvre des activités du Programme à travers des partenariats avec des structures pérennes comme, le DRDR, l'ANCAR, la SAED, la SODEFITEX /BAMTAARE qui ne doit pas occulter la place centrale des OP en dépit de leur faiblesses actuelles et la mise en marché à travers la contractualisation du couple OP/OM est aussi un gage de durabilité. Cette dernière dépendra en définitive des capacités organisationnelles, de gestion (technique et financière) en bref de leur professionnalisme à rendre des services économiques durables à leurs membres, qui, au regard de la faiblesse actuelle des OP, devrait être perçue dans la durée. Elle dépendra aussi de la qualité des PMER à pourvoir des services économiques, de l'adoption par les producteurs des technologies améliorées et de l'accès des producteurs et de leurs organisations aux services financiers appropriés leur permettant d'investir dans les filières du Programme. La durabilité dépendra aussi de la capacité des comités de gestion à prendre en charge l'entretien et la maintenance des ouvrages et l'implication des collectivités locales dont certaines ont déjà alloué des ressources dans leur budget annuel pour l'entretien.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
ECD	Relever le seuil des ECD de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000 USD	31/07/2016	A mettre en œuvre.
Produits	Améliorer l'accès au marché à travers la contractualisation commerciale sécurisée par le	Immédiat	A mettre en œuvre.

	biais du couple OP/OM. Accélérer la mise en œuvre des actions poste récolte, en particulier la transformation, conditionnement et le stockage.	Immédiat	A mettre en œuvre.
Professionnalisation des OP	Assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'action et l'adoption / bonne utilisation des outils de gestion par les OP, en l'occurrence de la gestion du mécanisme épargne-intrant Intensifier le renforcement des capacités des OP dans les domaines d'organisation institutionnelle, de gestion et d'éducation financière.	Immédiat	A mettre en œuvre.
Gestion du personnel	Envoyer les évaluations du personnel au FIDA	Immédiat	A mettre en œuvre.

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique au 29/02/16: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

NB : Le PADAER a accusé un retard de 20 mois et l'état actuel de la mise en œuvre n'a pas permis de mesurer les indicateurs d'effets surtout et d'impact.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	1) La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y%* 2) Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation des biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés *	33,6% 70,4% des logements ont un plancher en terre, 35,1% des ménages ont accès à l'eau potable et 8% ont de l'électricité. 73,4% dispose de toilettes traditionnelles ou amélioré, 50,7% possèdent la bicyclette, 60,6% la radio, 7,4 % le téléviseur, 41,2% la charrette; 10,1%, la motocyclette et 3.3 % un réfrigérateur	30,6% au moins 5%	Non disponible Amélioration significative de la sécurité alimentaire à travers une augmentation importante des rendements et de la production de céréales : 35 481,39 tonnes pour une valeur marchande de 5 240 486 800 FCFA Un surplus de 2810,859 T de céréales a été vendu par les OP pour une valeur de 443 176 155 FCFA	L'Indicateur sera mesuré lors de l'enquête SYGRI finale L'Indicateur sera mesuré lors de l'enquête SYGRI finale Il faut noter que le PADAER ne fait pas d'enquête SYGRI à mi-parcours

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	1) Au bout de 6 ans, le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y%*	10,1%	7,1%	Non disponible	L'Indicateur sera mesuré lors de l'enquête sur les Objectif de développement en 2017 La durabilité des emplois seront mesurée lors de l'enquête sur les Objectif de développement en 2017
	2) Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés augmenté d'au moins 10%	9 277 FCFA (revenu moyen mensuel par équivalent adulte)	au moins 10%	Non disponible	
	3) % des emplois créés qui sont des emplois durables	443 emplois durables	80%	896 emplois sont créés par les MPER	
	4) N. de ménages ruraux qui ont accès aux services du Projet	0	50 000	27 937	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles	1.1) Augmentation des surfaces cultivables (ha) 1.2) La mortalité a baissé dans les UP	0 ha 46,8%	2 275 ha 43,8%	1428,5 ha Non disponible	La mise en service des infrastructures pastorales étant très récente, l'Indicateur sera mesuré lors de l'enquête sur les Objectifs de développement en 2017
Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	▪ Ha de périmètres livrés dans la région de Matam	0 ha	60 ha (10 périmètres)	0 ha	Le démarrage des travaux d'aménagement sur 20 ha est prévu au mois de Juin 2016 PIV : 528 ha de plus par rapport à la valeur cible qui est de 200ha pour mieux contribuer au PRACAS 50 ha sont en cours d'aménagement
	▪ Ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par planage pour adopter le SRI	0 ha	200 ha	728 ha	
	▪ Ha de bas-fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou	0 ha	255 ha	415 ha	
	▪ Ha de plaine d'épandage de crues dans la région de Kédougou	0 ha	200 ha	110 ha	
	▪ Ha d'aménagement parcellaire complémentaire en	0 ha	1 100 ha (492 ha à Kolda, 328 ha à	131 ha	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
	<p>aval des micro-barrages du PAPIL dans les 3 régions (Kolda, Tamba et Kédougou)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (120 ha Tambacounda et 100 ha à Kédougou) • Ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas-fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba 	<p>0 ha</p> <p>0 ha</p>	<p>Tamba et 280 à Kédougou)</p> <p>220 ha¹¹</p> <p>6 000 ha</p>	<p>44,5 ha</p> <p>2458ha</p>	<p>Les aménagements en cours portent sur 427 ha</p> <p>52 ha sont en cours d'aménagement et seront réceptionnés avant fin Juin</p> <p>Les DRS en cours sur 2 397 ha porteront le cumul à 4 855 ha soit un taux de réalisation de 81%.</p>
Produit 2 : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> • N. de nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination) • N. de puits pastoraux, 	<p>0</p> <p>0</p>	<p>10</p> <p>10 puits pastoraux, 20 abreuvoirs, 20 parcs de</p>	<p>0</p> <p>12 parcs à vaccination et 12</p>	<p>Les travaux ont démarré pour la réalisation de 10 parcs à vaccination, 10 abreuvoirs et 10 magasins de stockage de</p>

¹¹ Objectif en aménagement horticole revu à la baisse pour répondre efficacement aux objectifs du PRACAS. Nouveau objectif en tenant compte de ce qui est déjà réalisé 140 ha

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
	abreuvoirs, parcs de vaccination, magasins d'aliments de bétail, châteaux d'eau construits pour renforcer des UP existantes <ul style="list-style-type: none"> km de pare feux réalisé 	0 km	vaccination, 20 magasins d'aliments de bétail, 5 châteaux d'eau 20 km	abreuvoirs ¹² 0 km	céréales. Les DAO sont lancés pour le recrutement des entreprises pour la réalisation de 5 châteaux d'eau et 5 forages
EFFET 2 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	2.1) 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) 2.2) Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées (T/ha) 3. % des producteurs ayant accès aux services de conseils qui sont satisfaits des services rendus *	22% 2,4 T/ha pour le riz de bas-fonds, 5,9 T/Ha pour le riz irrigué, Maïs : 2,16 T/ha 6 %	50% Riz: 4 T/ha (3.5 T/ha pour le riz de bas-fond; 6T/ riz pour SRI) Maïs 3T 70%	Non disponible Riz pluvial : 3 T/ha en 2015/2016 contre 2,09 T/ha en 2014/2015 Riz irrigué : 6,2 T/ha en 2015/2016 contre 2,7 T/ha en 2014/2015 Non disponible	L'indicateur sera renseigné après l'enquête sur les ODD L'indicateur sera renseigné en 2016 après une enquête

¹² 08 magasins de stockage d'aliments de bétail et 2 châteaux d'eau sont actuellement réalisés à 90%

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
Produit 3 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	<ul style="list-style-type: none"> N. de ménages ciblés qui arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * N. de ménages ciblés qui ont acquis au moins un équipement agricole* 	<p>0</p> <p>0</p>	<p>Au moins 25 000</p> <p>Au moins 25 000</p>	<p>21 093</p> <p>11 382¹³ ménages</p>	
Produit 4 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> % des producteurs qui ont accès à un service de conseil dans les 4 régions 	21,7%	100 %	100% (38 361 producteurs)	
EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	<p>3.1) % de la production transformée et /ou commercialisée</p> <p>3.2) % des chiffres d'affaires des MPER qui est réalisé en offrant des services / produits aux producteurs ciblés</p>	<p>4,5% (transformé) 14,5% (commercialisés)</p> <p>10%</p>	<p>20%</p> <p>Au moins 70%</p>	<p>25% de la production commercialisée¹⁴</p> <p>Non disponible</p>	<p>L'indicateur sera renseigné en 2016 après une enquête. Il faut signaler que La mise en relation entre OP et MPER : 136 OP</p>

¹³ Le processus d'acquisition d'équipements agricoles est en cours pour 9 500 ménages, ce qui portera le total à 20 865 soit 83% avant fin Mai 2016.

¹⁴ Le processus de commercialisation est en cours

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
					ont commandé 1084 unités de petits matériels auprès des MPER
Produit 5 : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> Km de pistes rurales réalisées N. de magasins de stockage de céréales construits * 1 SIM réalisé 	<p>0 km</p> <p>0</p> <p>0</p>	<p>75 km (15 km Matam, 20 km Tambacounda, 20 km Kédougou et 20 km Kolda*)</p> <p>48 (revue à 12)</p> <p>1</p>	<p>73,5 km</p> <p>0¹⁵</p> <p>1</p>	En partenariat avec le PPC
Produit 6 : l'émergence de micro-entreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	<ul style="list-style-type: none"> N. d'emplois créés / consolidés en 6 ans par les MPER * N. de MPER créées /consolidées dans la zone du Programme * 	<p>75</p> <p>75</p>	<p>Au moins 200 consolidé</p> <p>200 MPER</p>	<p>896 emplois dont 56% pour les femmes</p> <p>162 MPER</p>	
EFFET 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation	4.1) Augmentation % des OP de niveau 2 qui ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3)	31% des OP sont de niveau 2	Au moins 35%	Non disponible	L'indicateur sera renseigné en 2016 après une évaluation du

¹⁵ Les travaux de construction de 04 magasins de stockage de céréales ont démarré. L'option prise par le programme est de réaliser des magasins de 120 à 160 Tonnes en lieu et place des magasins de 12 Tonnes

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur de référence	Valeur cible en fin de projet	Etat de mise en œuvre au 29 février 2016	Observations
et d'autonomisation	4.2) Augmentation %des OP de niveau 1 qui ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) 4.3) % des membres des OP qui sont satisfaits des services fournis	69% des OP sont de niveau 1 55% des membres des OP sont satisfaits des services fournis	Au moins 10%		niveau d'autonomie des OP
Produit 7 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	• N. d'OP qui offrent au moins un service à leurs membres	0	975 OP	911 OP	
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires				

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Constat	Mesure convenue	Responsables	Période
Les PISO ont été pour la plupart reconvertis à d'autres usages (périmètres bananiers, sites aurifères, terre privatisée etc.). De ce fait, les interventions du projet sur les PISO n'ont pu être faites que sur une superficie de 44.5 ha soit un taux de réalisation de 20,46%.	Supprimer le volet PISO ainsi que les APC et envisager la création de nouveaux aménagements de bas-fonds et plaines rizicoles dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou afin de répondre aux attentes en matière de production rizicoles (325 ha)	FIDA/ GOUVERNEMENT / UCP	Mai 2016
Il existe un réel besoin de doter les femmes ou associations villageoises de périmètres maraîchers, en particulier dans les régions de Kolda et Matam afin d'améliorer la sécurité alimentaire et contribuer ainsi aux objectifs du programme.	Identifier d'autres sites de périmètres maraîchers pour permettre aux femmes et aux jeunes de disposer de sources de revenus en saison sèche (régions de Kolda, Tambacounda Kédougou et Matam)	UCP	Immédiat
Les périmètres polycoles de la région de Matam n'ont pas encore été réalisés et la qualité des eaux très chargées en fer dans les forages des sites retenus ne convient pas au système goutte à goutte envisagé dans la formulation du Programme.	Remplacer le système d'irrigation au goutte à goutte pour les périmètres polycoles de la région de Matam par des systèmes par bassin ou de type californien (là où l'eau est chargée en fer) pour 60 ha.	UCP/	Immédiat
Les interventions du Programme dans la région de Matam portent sur le renforcement d'unités pastorales (UP) existantes et la création de 10 nouvelles UP. Les objectifs spécifiques en la matière ont été les suivants (i) le renforcement d'UP par la mise en place de puits pastoraux (10), d'abreuvoirs (10), de parcs à vaccination (20), de magasins de stockage d'aliments de bétail (20) et de châteaux d'eau (5) ; (ii) la création de nouvelles UP (10) dotées chacune d'un forage, d'un château d'eau , d'un parc à vaccination , d'un abreuvoir, d'un magasin d'aliment de bétail et éventuellement d'un puits pastoral et (iii) l'ouverture de 20 km de pare feux.	Finaliser et mettre en œuvre les conventions de partenariat avec le SREL et DH, OFOR de Matam pour la mise en place et la gestion des infrastructures pastorales	FIDA/ GOUVERNEMENT / UCP	Immédiat
Des résultats significatifs ont été atteints dans le renforcement des UP avec l'achèvement de 12 parcs à vaccination, de 12 abreuvoirs, de 2 châteaux d'eau. Deux autres châteaux d'eau sont presque achevés (90%).	Mettre en œuvre le protocole avec les services des Eaux et Forêts pour les actions de mis en défens et l'ouverture de pare feux	UCP/Partenaire stratégique	Immédiat
Le nombre des infrastructures pastorales destinées au renforcement des UP existantes prévu dans le DCP a été revu à la baisse ; au regard de besoins importants de ces infrastructures dans le Diéri, celles-ci seront complétées dans le cadre d'un financement additionnel.	Doter le PADAER de ressources additionnelles pour réaliser toutes les infrastructures pastorales prévues dans les anciennes et nouvelles UP	FIDA/ GOUVERNEMENT / UCP	Immédiat
La collecte et le renseignement des informations restent fastidieux et leur capitalisation est difficile malgré l'existence d'un tableau de bord.	Revaloriser la base de données sur les appuis apportés aux OP en complétant par les données économiques (revenus) comparatives sans et avec le programme	RPV et partenaires	Permanent

Constat	Mesure convenue	Responsables	Période
Les besoins en équipements post-récolte, sont évalués en considérant une mise en marché de la moitié de la production (8 076 tonnes de maïs et 8 713 tonnes de riz). Le stockage des produits n'est pas encore optimal. Les cases sont globalement utilisées avec les risques des pertes dues à la reprise de l'humidité ou des incendies.	Faire l'état des lieux des équipements post-récolte diffusés par les anciens projets, y compris les magasins de stockage pour une meilleure détermination des besoins en équipements	UCP/partenaires	Immédiat
Etant donné l'intensité et la rentabilité de cette activité, le paquet technique incluant l'itinéraire technique en horticulture nécessite un renforcement notamment.	Optimiser les activités d'horticulture en définissant et en formalisant un itinéraire technique spécifique (stabiliser la gestion de l'eau et des intrants) et définir un profil professionnel du maraîcher PADAER	UCP	Immédiat
L'accès aux semences améliorées de riz et de maïs est en voie d'être résolu. Il apparaît indispensable d'enclencher la constitution d'une base des données des producteurs semenciers les plus performants dans chaque zone, des partenaires d'appui dans le contrôle et la certification des semences et un catalogue des fournisseurs des semences, des intrants et des équipements agricoles et de première transformation.	Mettre à disposition des OP la base des données des fournisseurs de semences, intrants et équipements ainsi que la localisation des agri-multiplicateurs agréés par la DRDR	UCP	Décembre 2016
Un mécanisme de partenariat avec le PPC a permis de réaliser, rien que dans la région de Kolda, 73 Km de piste, ce qui représente 97% des prévisions globales en la matière. Le succès de ce partenariat est tel que d'autres tronçons de pistes ont été étudiés par les opérateurs chargés de la maîtrise d'œuvre de la réalisation des infrastructures pour un linéaire total de 86 km, les dossiers d'appel d'offre sont disponibles.	Redimensionnement /Redéploiement du linéaire de piste dans les autres régions	UCP/Partenaires	Juin 2016
L'examen des plans de développement de certaines MPER et les entretiens que la mission a eu avec certaines parmi elles, mettent en exergue une faible prise en compte de l'analyse économique des activités soutenues avec à la clé l'élaboration d'indicateurs de rentabilité qui sont à la fois des outils de gestion pour les MPER et de communication avec le secteur financier (banques, SFD, etc.).	Accompagner les MPER dans l'élaboration de plans d'affaires bancables	UCP	Continu
	Optimiser les ressources du programme en orientant les MPER vers les banques/SFD pour le financement de leur investissement	UCP	Continu
Il est clair qu'il y a une évolution importante dans la perception que les établissements de crédit ont du secteur agricole. Certains à l'image du CMS, ont même mis en place des départements dédiés. Leur attente vis-à-vis de programmes comme le PADAER, c'est essentiellement l'encadrement pour gérer les risques techniques et commerciaux.	Mobiliser une expertise pour structurer en relation avec les banques/SFD, des modèles de financement pour les différentes chaînes de valeur	FIDA/Etat	Immédiat
L'absence d'études économiques à chaque niveau de la chaîne de valeur et/ou par chaque maillon (analyse des seuils de rentabilité, distribution de la marge etc.), ne facilite pas une bonne gouvernance	Renforcer l'analyse économique des différentes filières appuyées et en faire un outil de gestion et d'intermédiation financière	UCP	Continu

Constat	Mesure convenue	Responsables	Période
des liens d'interdépendance. La mission a relevé aussi, l'atomisation de l'offre dans certaines zones avec comme corolaire, des coûts de transaction élevés, pour les OM. Afin, l'absence d'une intégration d'un système d'agrégation qualité au sein des OP, peut à terme constituer un handicap dans la commercialisation	Internaliser au sein des OP, des systèmes d'agrégation qualité	UCP	Continu
La plupart des relations commerciales se sont faites de manière informelle, sans contractualisation. Ceci ne facilite pas une bonne gestion des relations d'affaires et ne permet pas aux OP de mieux structurer leurs demandes de crédit en s'appuyant sur les contrats avec les OM.	Systématiser la formalisation des relations OP/OM par des contrats	UCP	Continu
La mission a constaté que la mobilisation de la cote part des producteurs n'a pas toujours été facile et une OP de Missirah a décroché de la subvention dégressive alors que dans 27 OP plusieurs producteurs ont décroché entre la première et la deuxième année de mise en œuvre de la subvention avec comme résultat la réduction des superficies emblavées l'année précédente. Ce phénomène risquant de s'aggraver avec la troisième année de subvention avec une cote part de 50% comme l'illustre déjà le cas de Tambacounda où les intentions de culture sont déjà disponibles.	Réaliser une étude sur le décrochage de certains ménages pauvres du mécanisme de la SD en vue de mieux saisir les facteurs et causes à l'origine de leur sortie du système pour envisager des réponses idoines et durables.	UCP	Immédiat/ continu
Le projet s'est doté en Avril 2014 d'une stratégie de ciblage et genre dont une démarche pratique de ciblage non seulement par composante en tenant compte de la spécificité et des objectifs de chaque composante mais également, il a été faite une analyse du profil sociologique des OP et MPER et une analyse genre des types et formes d'organisation présentes par région cible du projet avec le niveau de représentativité et de leadership des femmes et jeunes membres de ces OP.	Veiller à ce que la dimension genre/leadership des femmes soit bien prise en compte et renforcés dans le processus de professionnalisation des OP et la mise en place des tables filières	UCP	Immédiat/ continu
Les jeunes (28%) s'investissent dans la construction métallique, la fabrication de matériel ou d'équipements agricoles, la prestation de services agricoles. Ces unités de production et de fabrication portées par les jeunes doivent se moderniser pour assurer leur rentabilité financière et viabilité économique.	Travailler à la modernisation des unités de production et de fabrication des équipements tenus par des jeunes avec un appui à des financements de programmes plus structurants pour en faire des modèles pour d'autres jeunes	UCP/PS	Immédiat/ continu
La réorientation des interventions des structures d'interfaces vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPER principalement celles des femmes et les jeunes est gage de durabilité. La mission soutient par ailleurs la mise en réseau des MPER, des GIE et groupements de femmes pour favoriser le partage d'expériences et les bonnes pratiques.	Faciliter le réseautage des coopératives de jeunes, des groupements féminins d'AGR et des MPER femmes dynamiques, ayant une bonne organisation du travail, une vision d'avenir et de croissance économique et financière pour le partage de l'exemplarité avec d'autres OP/MPER	UCP/PS	Immédiat/ continu
Il serait donc judicieux que le cahier de charge des prestataires	Réorienter l'intervention des structures d'interfaces vers le	UCP/PS	Immédiat/

Constat	Mesure convenue	Responsables	Période
chargé de l'accompagnement de ces organisation soit revu dans le sens d'un renforcement de leur système à travers la capitalisation des données individuels sur les membres des OP dans une base excelle simple avec un renforcement du droit de regard plus marqué impliquant les chefs d'antenne du projet.	renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPER principalement celles des femmes et les jeunes après une réévaluation systématiquement de leur niveau de fonctionnalité par le dispositif d'accompagnement		continu
L'appui au MAER pour la mise en place d'un système de SE sectoriel n'est pas encore effectif. Il permettrait d'assurer un meilleur suivi sectoriel et de mieux mesurer la contribution du programme à l'action gouvernementale et à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Le Ministère de l'Agriculture vient de lancer un nouveau programme, le Project d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA), qui prévoit un appui à la structuration du système de suivi sectoriel.	Identifier les domaines de collaboration et de partenariat entre le PADAER et le PAPA, dans le cadre de l'appui au Système de S&E du MAER	UCP/RSE/MAER	Immédiat
Concernant la durabilité en matière de renforcement de l'autonomie des OP, celle-ci exige encore du temps au regard du contexte de la zone d'intervention du programme caractérisée par des OP avec de très faibles capacités.	Développer au profit des membres des OP des modules de formation axés sur les implications d'un processus des services de développement des affaires	UCP/Partenaire	Continu
La maîtrise des OP pour la gestion de l'intrant-épargne et l'appropriation du mécanisme par les bénéficiaires demandent du temps. Les producteurs mobilisent difficilement leur cote part et un faible taux des OP font appel au crédit pour le financement de leurs activités. Donc, la durabilité de la subvention reste encore précaire.	Renforcer le partenariat avec les banques et SFD qui disposent de modèles de financements adaptés aux besoins des bénéficiaires du programme en travaillant préalablement sur les données économiques	UCP/IF	Continu
Le PADAER et ses prestataires peuvent bâtir sur ces initiatives pour accompagner les acteurs des filières éligibles à mettre en place des tables filières. Ceci permettrait de rendre des services aux OP membres sur les questions clés concernant l'accès aux intrants, la transformation/ commercialisation des productions agricoles et l'accès au crédit.	Appuyer les OP de base et leurs faitières à intégrer les tables filière/Coopératives/Collèges riz et maïs pour une mutualisation des moyens et une prise en charge plus efficace de certaines fonctions	UCP	Immédiat
Aspects Fiduciaires	Prendre toutes les dispositions nécessaires en relation avec l'Agent judiciaire de l'Etat pour accélérer les indemnisations relatives aux véhicules accidentés de Kédougou et Kolda.	COORD/RAF	31/07/2016
	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2014 au FIDA	COORD	30/04/2016
	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	COORD	30/06/2016
	Finaliser et soumettre le PTBA/PPM 2016 aux instances d'approbation (Comité de pilotage et FIDA).	COORD/RSE	30/04/2016
	Préparer et transmettre la demande de réallocation des	COORD/MEF	31/05/2016

Constat	Mesure convenue	Responsables	Période
	ressources du Programme au FIDA		
	Régulariser avec la banque CNCAS Tambacounda l'écart de reconstitution du compte spécial de 70 000 F en plus	COORD/RAF/CPT	31/05/2016
	Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	Equipe du Programme	31/07/2016
	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	FIDA	31/07/2016
	Transmettre les états financiers 2015 au FIDA	COORD/RAF	30/04/2016
	Transmettre le rapport d'audit 2015 au FIDA	COORD/RAF	15/06/2016

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 31 décembre 2015- PADAER

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles							
Sous/Composante 11: Les aménagements hydro agricoles							
. Nombre de périmètres polycoles de 30 ha	Ha			-		10	0%
. Nombre d'ha d'anciens PIV replané	Ha	100	423	423%	528 ¹⁶	200	264%
. Nombre d'ha de bas-fonds	Ha	75	50	67%	415	255	163%
. Nombre d'ha de plaines d'épandage	Ha	70	110	157%	110	200	55%
. Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire	Ha	400	61	15%	131	1 100	12%
. Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés	Ha	40	14,5	36%	44,5	220	20%
. Nombre d'ha de DRS /CES aménagé	Ha	1 500	2 341	156%	2 458	6 000	41%
Sous/Composante 12: Les infrastructures pastorales							
. Nombre de nouvelles UP créés	UP	0	0	-		10	0%
. Nombre de puits pastoraux	PP	0	0	-		10	0%
. Nombre d'abreuvoirs	Ab	12	8	67%	8	20	40%
. Nombre de parc à vaccination	PV	12	8	67%	8	20	40%
. Nombre de magasins de d'aliments de bétail	Mag AB	8	0	0%		20	0%
. Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP ¹⁷	Ch Eau	4	0	0%	0	5	0%
. Nombre de km de pares feux	Km de PF	20	0	0%	0	20	0%
Sous/Composante 13: L'accès aux facteurs de production							
. Nombre de ménages ayant accès aux intrants	Ménages	9 000	21 093	234%	21 865	25 000	87%

¹⁶ 200 ha ont fait l'objet de reprise de planage et travaux réceptionnés au mois de janvier 2016

¹⁷ 04 abreuvoirs et 04 parcs à vaccination sont réceptionnés au mois de janvier. 08 magasins de stockage d'aliments de bétail et 2 châteaux d'eau sont actuellement réalisés à 90%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
. Nombre d'OP ayant accès aux petits équipements	OP	528	278	53%	362	975	37%
. Nombre d'OP appuyé dans la production de semences	OP	10	30	300%	40	70	57%
Sous/Composante 14: L'appui conseil							
. Nombre de conventions/protocoles signés et mise en œuvre avec les partenaires	Conv/prot			-	15	64	23%
. Nombre de personnes sensibilisées sur le programme	Pers	20 000	46 153	231%	63 711	100 000	64%
. Nombre de ménages ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions	Ménages	16 000	27 586	172%	38 361	50 000	77%
. Nombre de producteurs bénéficiaires de visites d'échanges	Prod	500	36	7%	235	3 000	8%
Composante 2: Valorisation et mise en marché							
Sous/Composante 21: Infrastructures marchandes							
. Nombre de km de pistes rurales réalisées	Nbre de Km de piste	35	73,5	210%	73,5	75	98%
. Nombre de magasins de stockage de céréales construits *	Mag SC	3	0	0%	0	12	0%
Sous/Composante 22: Appui à la transformation et à l'entreprenariat rural							
. Nombre de PMER Appuyés dans l'acquisition des équipements de transformation	PMER	25	0	0%	58	150	39%
. Nombre d'études de marché réalisé	E Marc	1	0	0%	0	5	0%
. Nombre de PMER ayant reçu une formation professionnelle	PMER	100	20	20%	178	200	89%
. Nombre de PMER mises en position d'apprentissage	PMER	0		-		25	0%
. Nombre de PMER suivis et accompagnés	PMER	100	141	141%	141	275	51%
Sous/Composante 23: Professionnalisation des acteurs							
. Nombre d'OP ayant fait l'objet d'un diagnostic	OP	440	642	146%	759	975	78%
. Nombre de membres des OP ayant suivi des sessions d'alphabétisation	Mem OP	100	0	0%	0	1 800	0%
. Nombre de dirigeant des OP formés à leur rôle	Dir OP	400	177	44%	117	5 400	2%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
. Nombre de relais d'OP formés	Rel	300	300	100%	395	975	41%
. Nombre de membres des Unions formés en planification stratégique	Mbr U OP	24	66	275%	66	225	29%
. Nombre de membres des Unions formés en gestion administrative	Mbr U OP	24	79	329%	79	225	35%
. Nombre de membres des Unions formés en lobbying et négociation	Mbr U OP	24	44	183%	150	225	67%
Composante 3: Coordination, suivi évaluation, gestion des savoirs et genre							
Sous/Composante 31: Coordination et Gestion							
. Nombre de locaux réaménagés pour UCP Tamba	Locaux	1	1	100%	2	2	100%
. Nombre de locaux Réhabilités /construits pour les Antennes	Locaux	2	1	50%	2	3	67%
. Nombre de véhicules acquis	Véhicule	0		-	9	10	90%
. Nombre d'ordinateurs fixes acquis	Ordinateur	9	9	100%	31	17	182%
. Nombre d'ordinateurs portables acquis	Ordinateur	6	6	100%	28	12	233%
. Nombre de sessions de formation organisées pour le personnel du PADAER et de ses partenaires	Session	6	7	117%	12	15	80%
. Nombre d'atelier de démarrage organisé	Atel	0	0	-	1	1	100%
. Nombre d'atelier de capitalisation et de clôture du programme organisé	Atel	0	0	-		1	0%
. Nombre d'audit annuel des comptes effectué par le programme	Audit	1	1	100%	2	5	40%
. Nombre d'ateliers participatifs pour la préparation des PTBA réalisé	Atel	4	4	100%	8	16	50%
. Nombre de réunions du Comité de pilotage national organisé	Réunion	1	0 ¹⁸	0%	3	5	60%
Sous/Composante 32: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation							

¹⁸ La mission de supervision du mois d'octobre-Novembre avait recommandé au PADAER d'élaborer son PTBA soit élaboré après la RMP

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Suivi-évaluation							
. Nombre d'études évaluation de fin de programme réalisé	Etude	0	0	-		2	0%
. Nombre d'étude situation de référence socio-économique réalisé	Etude	0	0	-	2	2	100%
Gestion des savoirs, Genre et Communication							
. Nombre d'Ateliers de Capitalisation organisés	Atel	1	1	100%	1	4	25%
. Nombre de documents de capitalisation produits	Doc	2	2	100%	3	6	50%
. Nombre de fiches techniques, posters, vidéos réalisés	fiche/posters	5	7	140%	7	16	44%
. Nombre d'émissions radiophoniques (dont en langues locales) réalisé	E Radio	36	142	394%	185	176	105%
. Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le genre réalisé	Atel	6	10	125%	15	32	47%
. Nombre de sessions de formation sur le genre organisé	Session	1	1	100	2	2	100%
. Nombre de guides d'orientation en genre réalisé	Guide	0	0	-		5	0%
. Nombre de manuels sur le genre Produit et diffusé	Manuel	0	0	-		1	0%
Sous/Composante 33: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage							
Suivi-évaluation							
. Système de suivi évaluation mis en place au niveau sectoriel	SSE	0	0	-	1	1	100%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Agriculture et de l'Equipement Rural							
. Nombre d'études réalisées par le MAER	Etude	0	0	-		1	0%
. Nombre d'ateliers organisé par le MAER	Atel	0	0	-	4	6	67%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Elevage							
. Nombre d'ateliers zonaux appuyé pour l'élaboration du code pastoral	tel	0		-	4	3	133%
. Nombre d'atelier national de validation organisé	Atel	1	0	0%		1	0%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
. Nombre d'ateliers de partage du code avec les élus et partenaires organisé ⁴	Atel	0		-	6	6	100%
. Appui à l'édition et à la diffusion du code	Appui	1	0	-		1	0%
. Nombre d'ateliers de vulgarisation du code pastorale organisé	Atel	4	0	0%		4	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (USD 000) au 29/02/2016

Financier	Approved	Current	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	32 330	32 330	18609	57,6%
FSP	10 092	10 092	5889	58,4
Gouvernement	2 677	2 677	1628	60,8
Bénéficiaires	619	619	520	84,1
Total	45 718	45 718	26647	58,29

1 USD = 505 FCFA (Taux moyen)

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composantes	Accord FIDA			FSP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
Offre agricole	9799	9 754	99,5	9796	5 889	60,1	2544	1 036	40,7	269	520	193,4	22 408,0	17 199,4	76,76
Mise en marché	15845	2 177	13,7	296				133		350			16 491,0	2 310,2	14,01
UCP	6686	6 678	99,9				133	460	345,7				6 819,0	7 137,6	104,67
Total	32 330,0	18 609,3	57,6	10 092,0	5 889,3	58,4	2 677,0	1 628,4	60,8	619,00	520,29	84,1	45 718,0	26 647,2	58,29

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 31/08/14)

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 26)	Balance	%	W/A Pending au FIDA DRF 27*	W/A Pending au PADAER au 29/02/2016 **	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000	2 209 211,11	6 440 789	25,54	39 449,77	129 864,71	2 378 525,59	27,50
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000	3 820 959,00	-20 959	100,55	34 991,01	10 411,13	3 866 361,14	101,75
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000	1 839 299,35	800 701	69,67	50 315,69	193 836,90	2 083 451,94	78,92
IV	Prestataires de service	450 000	140 420,70	309 579	31,20	11 809,76	46 428,32	198 658,78	44,15
V	Salaires et Indemnités	1 940 000	1 601 830,90	338 169	82,57	64 221,79	71 888,50	1 737 941,19	89,58
VI	Entretien/fonctionnement	700 000	300 728,98	399 271	42,96	6 915,34	13 511,56	321 155,88	45,88
	Non alloué	2 020 000							
	Dépôt initial		1 064 056,95	-1 064 057		0,00		1 064 056,95	
	Total	20 200 000	10 976 506,99	9 223 493	54,34	207 703,35	465 941,12	11 650 151,47	57,67

* DRF envoyée au FIDA le 07/03/2016

** Dépenses en attente de DRF 28

822,5044741

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, B, 10 « Contrepartie » de l'Accord de Financement	« L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant approximatif de 8 664 000 USD représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme, qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonérations des droits et taxes sur les importations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor ».	Pour mémoire	À mettre en œuvre	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement. La réalisation de la contrepartie taxes suit l'exécution du PTBA
section 7.01/ CG, b, ii PTBA	«l' agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année »	30/04/2016	A mettre en œuvre	Le PTBA 2016 est en cours de finalisation sur la base des recommandations de la mission de revue à mi-parcours.
section 7.08, CG/a « assurance »	« l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet..... »	31/07/2016	A mettre en œuvre	Le programme va procéder à l'assurance des locaux contre les risques d'incendie, vol, dégâts des eaux, responsabilités civiles etc.
section 7.11, CG/« personnel du projet »	« l'agent principal du projet assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident »	31/10/2015	Fait	L'assurance maladie est effective depuis octobre 2015.
section 8.03 « rapport d'activité »	« L'agent principal remet au fonds des rapports d'activités périodiques	31/03/2016	Fait	Le rapport SYGRI 2015 a été transmis au FIDA le 25/01/2016.Le rapport annuel 2015 sera transmis au FIDA avant l'échéance du 31/03/2016.
section 9.02 « Etats financiers »	« L'Emprunteur remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés..... dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04/2016	A mettre en œuvre	Les états financiers 2015 seront envoyés au FIDA avant l'échéance du 30/04/2016.
section 9.03, b « Audit des comptes »	« L'emprunteur doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale une copie conforme du rapport d'audit.... »	15/06/2016	A mettre en œuvre	Le rapport définitif d'audit des comptes 2015 sera transmis au FIDA avant le 15/06/2016

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le PADAER a élaboré une stratégie de gestion des savoirs qui prend en compte tout le processus d'identification, de collecte, de traitement, de gestion et de partage de données ou d'informations.

Le programme a réussi à capitaliser un certain nombre d'expériences, de bonnes pratiques et d'innovations développées par d'autres projets antérieurs. A titre d'exemples, l'accès aux intrants à travers la subvention dégressive (qui est une nouveauté dans les zones d'intervention du PADAER) ; la mise en marché à travers la contractualisation entre Organisations de Producteurs (cf. PAFA) / Opérateurs de Marchés ; et la mise en place d'aménagements hydro agricoles de qualité et d'envergure dans des délais courts à travers un programme d'ancrage (cf. PAPIL).

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de gestion des savoirs, le PADAER a initié la mise en place et l'animation de groupes d'apprentissages qui sont des cadres virtuels dont l'optique est de contribuer au partage des connaissances et à la pérennisation des acquis.

Le Programme a organisé des visites d'échanges au profit des producteurs qu'il appuie ce qui a beaucoup contribué à l'amélioration des pratiques culturelles et autres approches en termes de gestion des organisations.

Le Programme a en outre, avec l'appui de la Direction Régionale du Développement Rural de Kédougou et les autres acteurs locaux, piloté les essais et expérimentations du riz de plateau dans la région de Kédougou et fait bénéficier desdites expériences aux producteurs de riz de Tambacounda,

Innovations

1. Parcs à vaccination et abreuvoirs:

Dans le cadre du renforcement des unités pastorales existantes, des résultats importants ont été atteints avec la livraison de 12 parcs à vaccination et de 12 abreuvoirs. La réalisation des parcs à vaccination présente différentes innovations dont : la mise en place de quais d'embarquement, l'option d'un modèle mixte qui prenant en compte aussi bien les petits que les grands ruminants, la durabilité des matériaux utilisés (tubes galvanisés) qui résistent mieux à l'usure du temps, etc.

Les éléments innovants des abreuvoirs sont surtout le design (forme en T) qui favorise une meilleure accessibilité des troupeaux, la grande capacité d'accueil, le revêtement en dur des abords des abreuvoirs pour plus de commodités pour le bétail, etc.

Ces réalisations ont été appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités et seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs par d'autres programmes. Mme le Ministre de l'Elevage et des Productions Animales a personnellement visité et salué la qualité des réalisations du PADAER et enjoint à tous les autres Projets et Programmes de son Département de s'approprier et de passer à l'échelle les modèles de d'abreuvoirs et de parcs à vaccination promus par le PADAER.

2. Le dispositif maraicher adopté dans le périmètre de Laminya:

Le périmètre maraicher de 4 ha de Laminya peut constituer un modèle de dispositif maraicher innovant dans le contexte local, en particulier le système de distribution d'eau mécanisé et l'itinéraire technique avec l'utilisation d'intrants agricoles, bien que certaines améliorations soient nécessaires. Ce périmètre est installé dans les conditions agro écologiques et techniques idoines pour réussir et accompagner les producteurs dans la professionnalisation. Le système de production présente une bonne ergonomie (bonne disposition des planches facilitant les interventions de repiquage, de sarclage et de traitement); une bonne utilisation des semences sélectionnées, de la fumure organique et du compost est en voie d'être systématique et enfin un système d'irrigation à partir d'une source permanente (fleuve Gambie) avec une exhaure motorisée, des bassins de stockage d'eau et des

bornes d'arrosage au pied des planches. Le dispositif réduit considérablement la pénibilité dans le travail pour les femmes et permet d'atteindre des niveaux de rendements de 30 à 50 tonnes/ha. Avec les améliorations envisagées, les investissements consentis pourraient, d'une part, être facilement rentabilisés, et d'autre part, professionnaliser davantage les bénéficiaires. Le modèle devrait être capitalisé et diffusé.

3. Introduction et diffusion du riz de plateau, une opportunité pour atteindre les objectifs du PRACAS

Dans le cadre de la contribution aux objectifs assignés par le PRACAS et d'augmentation de la production rizicole, le PADAER a choisi d'appuyer la vulgarisation de la culture du riz de plateau dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Dans ces zones et dans les communautés appuyées par le PADAER la riziculture de bas-fonds est une pratique ancienne, par conséquent la vulgarisation du riz de plateau a nécessité une sensibilisation et des formations techniques appropriées.

Pour sa première campagne agricole (2014-2015), 184.25 ha ont été emblavés dont 20 ha expérimental à Kédougou. Des producteurs de Kédougou, de Kolda et de Tambacounda ont bénéficié des visites d'échanges sur le site test de Kédougou avec l'appui et l'accompagnement de la DRDR, de l'Institut National de Pédologie (INP) et de Bantaaré pour mieux et plus apprendre de l'expérience. De retour, les producteurs ont organisé des sessions de restitution, de sensibilisation et de démultiplication des connaissances au niveau local. Le résultat de cette stratégie s'est traduit par une acceptation de la pratique du riz de plateau avec des demandes d'appuis plus importantes pour le riz de plateau : pour la campagne 2015-2016, ce sont au total 3 567.75 ha qui ont été cultivés.

4. La fonction de désenclavement des villages environnants par les ouvrages structurants hydroagricoles

La conception des ouvrages hydro agricoles à travers la réalisation de digues-routes, de micro barrages, etc. en plus de leur fonction primaire de retenue d'eau, a intégré le désenclavement des zones rurales avec comme impacts immédiats pour les populations un meilleur accès aux services sociaux de base, l'écoulement de la production, une bonne circulation des biens, l'amélioration des conditions de vie, etc. Ainsi, 460 hameaux et villages des régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda ont été désenclavés grâce aux ouvrages à "double fonctions" (hydro agricole et franchissement) réalisés par le PADAER. Des films de capitalisation en français et en langues locales et un livret de capitalisation intitulé "Par la subsidiarité et la procuration, le PADAER réalise des aménagements hydro agricoles d'envergure" ont été réalisés et diffusés.